

EUROPE @ SCHOOL



LEÇONS ACTIVES SUR L'UNION EUROPÉENNE
Cahier de l'élève

RÉDACTEUR

Cet outil pédagogique a été rédigé par l'association à but non lucratif [Ryckvelde vzw](#) à la demande du Parlement européen.

Contact : epbrussels@europarl.europa.eu.

VERSIONS LINGUISTIQUES ET VERSIONS NATIONALES

Original : EN

Traductions : Toutes les langues officielles de l'Union européenne. Une version sur mesure a été rédigée pour chaque État membre dans toutes ses langues officielles de l'UE.

This is the version for Belgium, in French.

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cet outil éducatif sur la démocratie parlementaire européenne et sur les valeurs de la citoyenneté européenne est rédigé à l'intention d'élèves de 14 à 18 ans de l'enseignement secondaire général et professionnel dans tous les États membres de l'Union européenne. Cet outil poursuit un but éducatif qui sous-tend les choix faits concernant le contenu et les méthodologies. Le contenu de ce document relève de la responsabilité de l'auteur et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

Outil éducatif terminé en novembre 2017. Bruxelles, © Union européenne, 2017.

TABLE DES MATIÈRES

À LA DÉCOUVERTE DE L'UNION EUROPÉENNE	- 2 -
Introduction : l'Union européenne ?	- 3 -
Comment tout a commencé	- 3 -
Une coopération croissante	- 4 -
1. Du charbon et de l'acier à la monnaie commune et au-delà	- 4 -
2. De 6 à 28 États membres	- 6 -
Que fait l'Union européenne ?	- 9 -
1. Quelques exemples	- 9 -
2. Quelques grands changements	- 10 -
3. De quoi l'UE décide-t-elle ?	- 13 -
4. À quoi l'Union consacre-t-elle son budget ?	- 16 -
Les valeurs de l'Union européenne	- 19 -
RENFORCEZ VOS COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES	- 23 -
1. Processus décisionnel de l'Union européenne	- 24 -
1. Institutions de l'Union européenne	- 24 -
2. La naissance d'une loi européenne	- 33 -
3. Jeu de rôles : dans la peau d'un eurodéputé	- 35 -
2. Les valeurs de l'Union européenne : et vous, qu'en pensez-vous ?	- 53 -
Fiche de travail « Carte des valeurs »	- 54 -
VOTRE VOIX DANS L'UNION EUROPÉENNE	- 55 -
1. Le Parlement européen : à vous de décider !	- 56 -
Comment élisons-nous les députés au Parlement européen ?	- 56 -
Résultat des élections pour l'ensemble de l'Union européenne	- 58 -
Comment suivre les députés au Parlement européen ?	- 58 -
2. Élections dans votre pays : à vous de décider !	- 59 -
3. Participez au débat	- 60 -

À LA DÉCOUVERTE DE L'UNION EUROPÉENNE



Introduction : l'Union européenne ?	- 3 -
Comment tout a commencé	- 3 -
Une coopération croissante	- 4 -
1. Du charbon et de l'acier à la monnaie commune et au-delà	- 4 -
2. De 6 à 28 États membres	- 6 -
Que fait l'Union européenne ?	- 9 -
1. Quelques exemples	- 9 -
2. Quelques grands changements	- 10 -
3. De quoi l'Union européenne décide-t-elle ?	- 13 -
4. À quoi l'Union consacre-t-elle son budget ?	- 16 -
Les valeurs de l'Union européenne	- 19 -

INTRODUCTION : L'UNION EUROPÉENNE ?

L'Union européenne est une **coopération de grande envergure entre pays européens**. Les États membres ont conféré à l'Union européenne des compétences pour prendre des décisions sur des sujets prédéterminés, comme le marché unique. Selon le principe de primauté, le droit européen a une valeur supérieure aux droits nationaux des États membres. Chaque État membre dispose, en retour, de représentants dans les institutions européennes.

L'Union européenne est un **projet du peuple** : il nous incombe, à nous les citoyens, de décider de l'avenir de ce projet. Nous le faisons, par exemple, tous les cinq ans lorsque nous élisons directement les députés au Parlement européen.

L'Union européenne est un **projet de paix** : les pays ont volontairement cédé une partie de leurs compétences pour coopérer de manière à renforcer tous les pays concernés et à rendre impossible la guerre entre les États membres.

L'Union européenne est **fondée sur un socle commun de valeurs**, parmi lesquelles la démocratie, la solidarité et le respect des droits de l'Homme. Les valeurs de l'Union européenne sont des principes directeurs de vie commune et d'organisation de la société, de la vie publique et des politiques.

L'Union européenne est un projet **qui a beaucoup d'influence** sur nos pays et sur nos vies quotidiennes. Les décisions prises dans ce cadre se répercutent sur tous les aspects de notre vie quotidienne, qu'ils soient anecdotiques ou fondamentaux.

L'Union européenne est un projet **en constante évolution** : depuis sa fondation après la Seconde Guerre mondiale (dans les années 1950), l'Union a continué à s'élargir, à la fois en nombre d'États membres et en domaines de compétences.

COMMENT TOUT A COMMENCÉ

UNE COOPERATION CROISSANTE

1. DU CHARBON ET DE L'ACIER À LA MONNAIE COMMUNE ET AU-DELÀ

La coopération européenne a été fondée pour construire et maintenir la **paix** entre les pays d'Europe, mais l'intégration **économique** en a été la pierre angulaire. La coopération sur les questions politiques et sociales n'est arrivée que plus tard.

Seconde Guerre mondiale

L'Europe est en ruines après la Seconde Guerre mondiale. La guerre a détruit les villes, les routes et la majeure partie de l'industrie européenne : l'économie de l'Europe est dévastée. La guerre a également été dévastatrice sur le plan humain : 55 millions de morts, 35 millions de blessés et 190 millions de personnes qui ont dû fuir leur foyer. Jamais les peuples n'avaient autant clamé haut et fort leur désir de paix.



1951 : Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier

La Belgique, la France, l'Allemagne (de l'Ouest), l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas réagissent positivement à la déclaration de Robert Schuman. Ces six pays signent le traité de Paris en 1951. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) entre en vigueur en 1952.



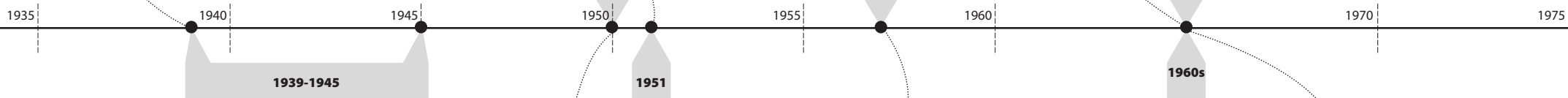
© European Union, EP

1965 : Les Communautés européennes

Traité de fusion (signé en 1965 et entré en vigueur en 1967) : la CECA, la CEE et Euratom fusionnent pour former les Communautés européennes.

1979 : Premières élections directes au Parlement européen

Les citoyens des Communautés européennes élisent directement leurs représentants au Parlement européen pour la première fois en juin 1979. Les neuf pays composant les Communautés européennes élisent alors 410 députés au Parlement pour la période 1979-1984.



Schuman declaration © European Communities, 1950*

1950 : Déclaration Schuman

Le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, tient une conférence de presse. D'après une idée de Jean Monnet, il invite d'autres pays européens à mutualiser les ressources en charbon et en acier. Étant donné que le charbon et l'acier sont des composants essentiels de la production d'armes, il espère qu'une telle coopération anéantira toute possibilité de guerre. De plus, le charbon et l'acier sont très importants pour la reconstruction du continent après la guerre.

1957 : Traités de Rome : Traités CEE et Euratom

Les six premiers pays souhaitaient une intégration économique encore plus forte. Ils signent donc deux nouveaux traités en 1957 : le traité CEE et le traité Euratom, également connus comme les traités de Rome.

- **Communauté économique européenne (CEE)** : ces pays conviennent de transformer progressivement leurs économies séparées en un marché commun, en commençant par une union douanière. Ce traité marque le début de la coopération en matière d'agriculture, de pêche, de politique maritime et de politique de transport.
- **Euratom** : cette coopération en matière d'énergie nucléaire vise à mener des recherches conjointes axées sur les applications civiles possibles de l'énergie nucléaire.

Les traités de Rome entrent en vigueur en 1958.



Signature des traités de Rome. © AP, 1957 - Source EC Audiovisual Service.

Années 1960 : Réussites et difficultés

Le succès de la collaboration économique s'avère impressionnant : dans les années 1960, le commerce à l'intérieur de la CEE est aussi important que celui des États-Unis et de l'Union soviétique combinés.

La coopération européenne connaît toutefois une période difficile après les traités de Rome : les États membres ne veulent plus céder davantage de compétences à l'Europe. Ces négociations difficiles marquent la coopération européenne dans les années 1960 et 1970.

1992 : Traité sur l'Union européenne – traité de Maastricht

Le traité de Maastricht marque le véritable commencement de la coopération au niveau **politique**, en sus de la coopération existante en matière d'intégration économique.

Un nouveau nom est alors donné aux anciennes Communautés européennes : **l'Union européenne**. La « nouvelle » Union européenne est fondée sur trois piliers principaux :

1. **l'intégration économique** : les États membres décident de renforcer l'intégration économique et d'établir **une monnaie unique européenne**, l'euro ;
2. la coopération en matière de **politique étrangère et de sécurité** ;
3. la coopération en matière d'

et de justice.

Les décisions en matière de questions politiques (piliers 2 et 3) doivent être prises de manière unanime. Chaque État membre dispose d'un droit de veto.

Ce traité est signé en 1992 et entre en vigueur en 1993.

1993 : Ouverture des frontières

Le 1er janvier 1993, les frontières intérieures des États membres de l'Union européenne « disparaissent » : fini la queue et les contrôles au poste-frontière ! C'est l'entrée en vigueur du marché unique, assorti de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux.

2002 : Introduction de l'euro

L'euro est introduit dans le système bancaire en 1999. Mais ce n'est que le 1er janvier 2002 que douze États membres commencent à réellement utiliser l'euro. Trois États membres de l'Union, à savoir le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni, se sont opposés au passage à l'euro et utilisent encore leur monnaie nationale. La Banque centrale européenne est l'institution européenne dédiée à la gestion de l'euro.

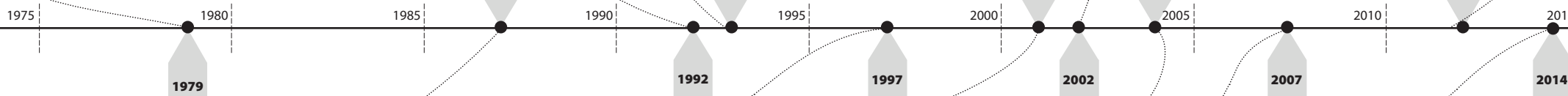
À la suite de la crise financière et économique de 2008, l'euro rencontre des difficultés, engendrant une grave crise.

2012 : L'Europe prix Nobel de la paix

L'Union européenne se voit décerner le prix Nobel de la paix. Ce prix vient couronner soixante années d'efforts pour la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'Homme en Europe.



© European Union, EP



1986 : L'Acte unique européen

Trente ans après la décision des pays d'établir un marché unique (traités de Rome), celui-ci n'est toujours pas effectif. L'Acte unique européen (signé en 1986, entré en vigueur en 1987) redonne un nouvel élan au processus :

- les douze membres qui composent alors les Communautés européennes décident d'établir le marché unique avant 1992. Tous les obstacles au commerce et à la libre circulation devront être supprimés d'ici là ;
- les États membres entament une coopération dans les domaines de la politique environnementale et de la recherche scientifique.

1997 : Traité d'Amsterdam

Dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne en Europe de l'Est, les futurs États membres ne sont pas les seuls à devoir se préparer. L'Union elle-même doit être prête à faire face à une augmentation significative de ses membres. Une réforme du processus décisionnel s'impose donc : moins de décisions fondées sur l'unanimité, et plus de décisions fondées sur le vote à la majorité. La première tentative de changement dans ce domaine est le traité d'Amsterdam (signé en 1997, entré en vigueur en 1999). Le traité ne s'est cependant pas montré à la hauteur de cette attente.

2001 : Traité de Nice

Étant donné que la date d'adhésion des nouveaux pays approche, un deuxième essai de réforme de l'Union européenne a lieu à Nice (signé en 2001, entré en vigueur en 2003). Mais le traité de Nice n'a pas non plus réussi à faciliter le processus décisionnel.

2004-2005 : La Constitution européenne

Après deux vaines tentatives de réforme de l'Union (avec les traités d'Amsterdam et de Nice), un troisième essai est tenté avec la Constitution européenne en juin 2004. En raison de l'importance de la Constitution européenne et également du fait de l'utilisation du mot « constitution », certains pays décident d'organiser un référendum. En France et aux Pays-Bas, la population vote contre cette nouvelle « Constitution pour l'Europe ». Tout nouveau traité européen devant être approuvé par chacun des États membres afin d'entrer en vigueur, ce rejet équivalait à jeter la « constitution » à la poubelle. L'Union européenne plonge alors dans une crise profonde.

2007 : Traité de Lisbonne

Une quatrième tentative est réalisée en 2007 : la Constitution européenne fait peau neuve et est rebaptisée traité de Lisbonne. Tous les États membres ratifient enfin ce traité. Les nouvelles règles entrent en vigueur en décembre 2009 et régissent encore aujourd'hui le fonctionnement de l'Union européenne.

2014 : Élections du Parlement européen avec des « candidats en tête de liste »

Pour la toute première fois, les résultats de l'élection des députés européens déterminent le choix du nouveau Président de la Commission européenne. Les cinq partis politiques les plus grands du Parlement européen désignent chacun un candidat en tête de liste.

Dans la période qui précède le scrutin, ces candidats s'affrontent au cours d'un grand débat sur l'avenir de l'Europe. À l'issue des élections, le Parti populaire européen ayant obtenu le plus grand nombre de députés, c'est donc son candidat, le luxembourgeois Jean-Claude Juncker, qui est nommé Président de la Commission européenne.

2. DE 6 A 28 ETATS MEMBRES



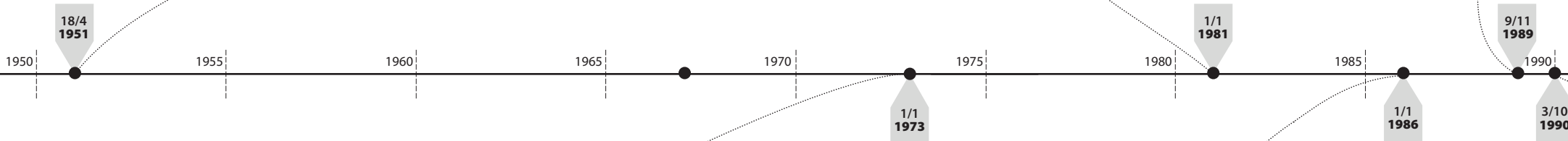
Les six premiers

Six pays fondent la CECA et plus tard, en 1957, la CEE et l'Euratom : la Belgique, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.



Adhésion de la Grèce

La Grèce vient de s'affranchir d'une dictature militaire. Son adhésion permet de consolider la jeune démocratie. L'aspect économique n'est pas non plus à négliger : la Grèce constitue un nouveau marché intéressant.



Adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni

Le succès de la Communauté économique européenne attire d'autres pays européens. Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni rejoignent l'Union en 1973. Des négociations étaient également en cours avec la Norvège, mais la population norvégienne a voté contre l'adhésion lors d'un référendum.



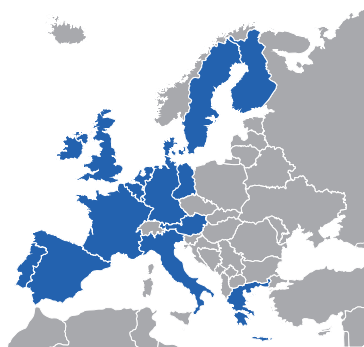
Adhésion de l'Espagne et du Portugal

Le soutien à la démocratie et des motifs économiques jouent là encore un grand rôle dans l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ces deux pays viennent en effet de mettre fin aux dictatures de Franco pour l'Espagne et de Salazar pour le Portugal.

Chute du mur de Berlin

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombe. Cet événement historique marque la fin de la division entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est. Les démocraties naissantes d'Europe de l'Est ont désormais la possibilité de rejoindre la coopération européenne. En 1993, les États membres fixent les **conditions** à remplir par les nouveaux États membres pour pouvoir être éligibles à l'adhésion :

- être un pays « européen » (géographiquement ou historiquement) ;
- respecter l'état de droit ;
- avoir une économie de marché opérationnelle ;
- être une démocratie stable ;
- respecter les droits de l'Homme ;
- mettre en œuvre toutes les règles et règlements existants de l'Union européenne, c'est-à-dire « l'acquis communautaire ».

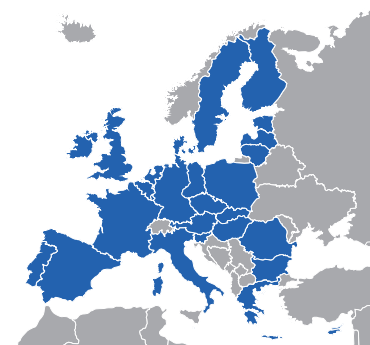


Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Avec l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, l'Union européenne compte 15 États membres. La Norvège a tenté une seconde fois d'adhérer à l'Union, mais le peuple norvégien s'y est encore opposé par référendum.

Adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie

La Bulgarie et la Roumanie adhèrent en 2007. L'Union compte désormais 27 États membres.



1/1
1995

2000

1/5
2004

1/1
2007

2010

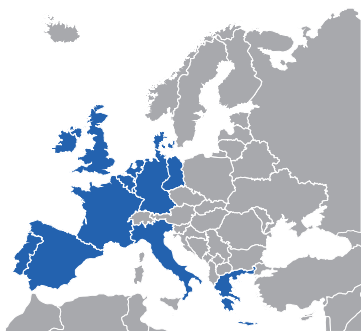
1/7
2013

2015

2020

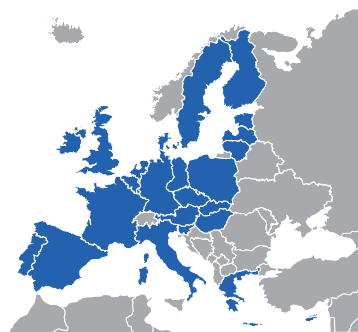
Réunification allemande

L'Allemagne de l'Est et de l'Ouest souhaitent ne former qu'un seul pays. Les autres États membres acceptent la réunification à condition que l'Allemagne soit profondément intégrée à la coopération européenne, sur les plans économique et politique.



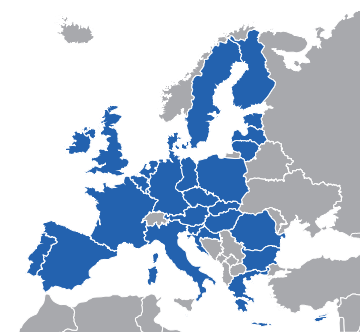
Adhésion de Chypre, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovénie

Le 1er mai 2004, dix nouveaux États membres rejoignent l'Union européenne, ce qui porte le nombre total d'États membres à 25.



Adhésion de la Croatie

Le 1er juillet 2013, la Croatie rejoint l'Union, ce qui porte le nombre total d'États membres à 28.



États membres candidats et États membres potentiels

Cinq États membres sont aujourd'hui officiellement **candidats** à l'adhésion à l'Union européenne :

- l'Albanie ;
- l'ancienne République yougoslave de Macédoine ;
- le Monténégro ;
- la Serbie ;
- la Turquie.

Un État membre candidat est un État qui, une fois sa demande d'adhésion présentée dans les règles, a vu s'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Union européenne. En raison des nombreuses règles et règlements de l'Union que chaque pays candidat doit adopter, les négociations se déroulent sur une durée assez longue. Les

candidats sont soutenus sur les plans financier, administratif et technique pendant cette période.

Outre les États membres candidats, il existe aussi plusieurs **États membres potentiels** : ces pays ont officiellement déclaré leur volonté d'entrer dans l'Union européenne, mais les négociations n'ont pas encore commencé. Ces pays sont les suivants :

- la Bosnie-Herzégovine ;
- le Kosovo*.

Et à l'avenir? →

Un retour à 27 pays ?

Une petite majorité de citoyens du Royaume-Uni a voté en faveur du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en juin 2016. Les négociations d'organisation de cette sortie, également connue sous le nom de « Brexit », ont démarré en mars 2017 et devraient être terminées en mars 2019. Au moment de la rédaction du présent document, les négociations sont encore en cours et le résultat en est incertain.



* Cette appellation n'affecte pas les positions sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la Cour internationale relatif à la déclaration d'indépendance du Kosovo.

TÂCHE : Colorez les pays en fonction de l'année de leur adhésion.

QUE FAIT L'UNION EUROPÉENNE ?

L'appartenance à l'Union européenne a radicalement changé nos pays et nos vies quotidiennes. Tout d'abord, l'Union garantit la paix entre les États membres de l'Union. En outre, **l'ouverture des frontières** et l'introduction de **l'euro** font partie des réalisations les plus remarquables de l'Union européenne. Nous allons à présent examiner **certaines des règles et règlements** instaurés par l'Union européenne jusqu'à ce jour. Nous étudierons également dans quels domaines l'Union dépense son **budget**.

1. QUELQUES EXEMPLES

- Les règlements de l'Union déterminent les normes de sécurité que votre smartphone (et de nombreux autres produits) doit respecter.
- Ces règlements assurent une garantie minimale de deux ans lors de l'achat d'une nouvelle tablette, d'un aspirateur, etc. (tous les produits électroniques).
- Grâce à l'Union européenne, les frais d'itinérance (= 'roaming': les frais supplémentaires lors d'appels téléphoniques, de l'envoi de messages électroniques ou de l'utilisation d'internet à l'étranger) ont été abolis à l'intérieur de l'Union à compter de juin 2017.
- Conformément à la législation européenne, tout employé (à temps complet) dispose d'au moins 20 jours de congés payés chaque année.
- C'est l'Union qui a rendu obligatoire l'affichage du nombre de calories et des ingrédients sur votre cannette de boisson gazeuse.
- L'Union européenne a des règles strictes en ce qui concerne la production alimentaire. Elle garantit que la viande, les pâtisseries et les aliments en conserve que vous consommez sont sûrs.
- L'Union garantit les droits des passagers : par exemple, lorsque votre avion est retardé, la compagnie aérienne doit vous accorder une indemnisation (en fonction du nombre d'heures de retard).



2. QUELQUES GRANDS CHANGEMENTS

OUVERTURE DES FRONTIÈRES : LE MARCHÉ UNIQUE ET L'ESPACE SCHENGEN

1. Le marché unique



Le 1er janvier 1993, les frontières entre les pays de l'Union ont été ouvertes pour permettre la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux.

En substance, **la libre circulation des marchandises** implique que la totalité des marchandises, qui devaient auparavant patienter pendant des heures aux différents postes-frontière, peut maintenant voyager d'un pays à l'autre sans aucun problème, ce qui représente évidemment un gain de temps considérable pour les entreprises européennes.

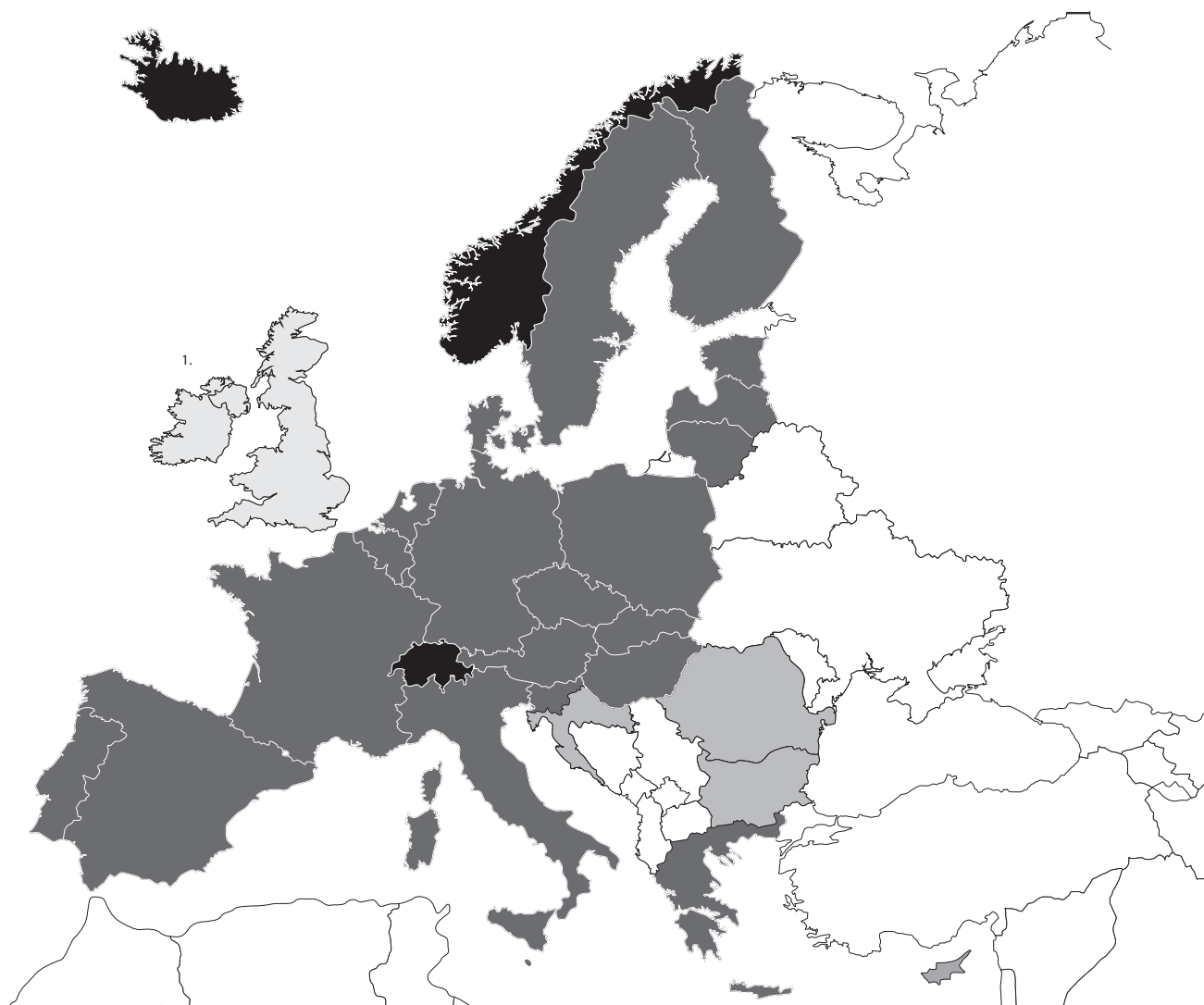
La libre circulation des personnes porte principalement sur la libre circulation des *travailleurs* : cela permet aux citoyens de l'Union de travailler dans n'importe lequel des États membres de l'Union sans avoir besoin d'un permis de travail. Cette libre circulation est également valable pour les étudiants (qui peuvent étudier dans n'importe quel État membre) et les retraités (qui peuvent vivre dans l'État membre de leur choix).




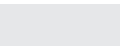
La libre circulation des services implique que les personnes physiques ou morales (commerçants, artisans, sociétés, etc.) puissent offrir leurs services dans n'importe quel État membre de l'Union sans avoir à payer des charges spécifiques à cet égard. Cette libre circulation des services a également permis de mettre en place un processus de libéralisation des prestations de services publics, historiquement exercées par des monopoles publics, notamment dans les domaines des télécommunications, de l'énergie et des transports. Hormis plusieurs exceptions, la plupart de ces services, tels que la circulation aérienne, sont à présent proposés par de nombreuses entreprises privées, tandis qu'ils étaient auparavant offerts uniquement par une entreprise détenue en (grande) partie par l'État.

Enfin, la **libre circulation des capitaux** permet aux citoyens européens ou aux entreprises d'effectuer des opérations financières, selon les mêmes conditions, dans tous les États membres de l'Union européenne.

2. L'espace Schengen

L'Accord de Schengen (signé en 1985, en vigueur depuis 1995) a marqué la fin des contrôles aux frontières intérieures pour les personnes voyageant d'un pays à un autre et la mise en œuvre d'une politique commune des visas. L'espace Schengen est considéré comme un seul et unique territoire aux fins des voyages internationaux et prévoit des contrôles aux frontières extérieures pour les voyageurs qui entrent dans l'espace ou qui en sortent. Une politique commune en matière de visas a été mise en place et aucun contrôle n'est effectué aux frontières intérieures. 26 pays appartiennent actuellement à l'espace Schengen. Tous les États membres de l'Union n'appartiennent pas à l'espace Schengen : l'Irlande et le Royaume-Uni ont choisi de ne pas en faire partie. L'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse (des États qui ne font pas partie de l'Union) ont néanmoins rejoint l'espace Schengen. La Bulgarie, la Croatie, Chypre et la Roumanie devront obligatoirement rejoindre l'espace Schengen, une fois que les exigences de sécurité nécessaires seront remplies.



-  Pays de l'espace Schengen qui sont membres de l'Union européenne
-  Pays de l'espace Schengen qui ne sont pas membres de l'Union européenne (Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse)
-  États membres de l'Union européenne qui ne font actuellement pas partie de l'espace Schengen, mais qui devront obligatoirement le rejoindre à l'avenir (Bulgarie, Croatie, Chypre, Roumanie)
-  États membres de l'Union européenne qui ont choisi de s'exclure de l'Accord de Schengen (Irlande, Royaume-Uni)

TÂCHE : Tracez le contour des frontières extérieures de l'espace Schengen sur cette carte.

L'EURO

Avant 2002, date à laquelle l'euro a été introduit, pratiquement tous les pays de l'Union avaient leur propre monnaie. L'Allemagne avait le mark, l'Espagne la peseta, la France le franc, etc. En 1992, il a été décidé d'introduire une monnaie unique européenne. Cela allait permettre aux citoyens de voyager plus facilement et, surtout, de faire disparaître les coûts liés aux taux de change (les charges que les banques facturent lors de l'échange de devises), ce qui était une bonne nouvelle, surtout pour les entreprises exerçant leur activité au sein de l'Union.

Tous les pays de l'Union n'utilisent pas l'euro comme monnaie officielle : deux pays n'étaient pas favorables au changement de monnaie et ont choisi de ne pas y participer, à savoir le Danemark et le Royaume-Uni. Étant donné que les autres pays ont rejoint l'Union seulement après que cette décision a été prise, ils sont dans l'obligation d'introduire l'euro à l'avenir. Cependant, jusqu'à ce qu'ils remplissent les exigences nécessaires à leur passage à l'euro, ils utilisent toujours leur monnaie nationale. Ces pays sont les suivants : la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Suède.

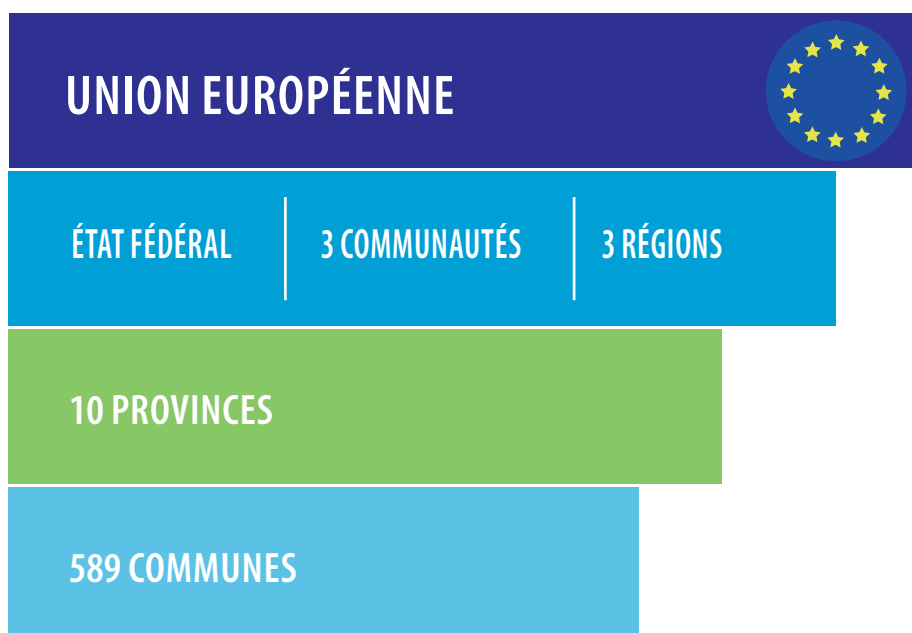
Carte : la zone euro (2017).



3. DE QUOI L'UE DÉCIDE-T-ELLE ?

Il existe plusieurs niveaux de décisions. En général, la règle est la suivante : il convient de prendre les décisions au niveau le plus proche possible des citoyens. Cela signifie par exemple que les naissances et les mariages sont enregistrés au niveau local. Imaginez ce qu'il se passerait s'il incombait à l'Union de déterminer la limite de vitesse de chaque route dans l'Union tout entière : une telle tâche est impossible pour les personnes qui ne connaissent pas la situation locale. Il est donc plus approprié que les autorités locales, régionales ou nationales gèrent cet aspect.

NIVEAUX DE DÉCISIONS EN BELGIQUE



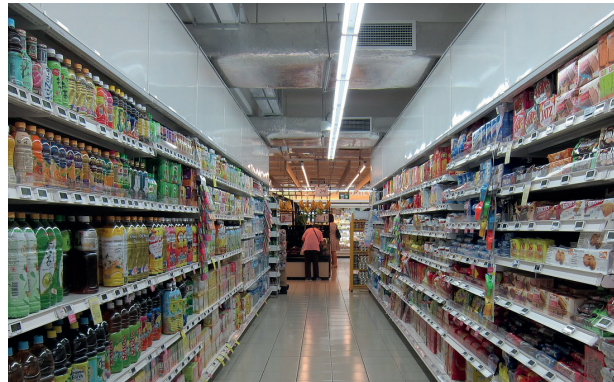
Comme il a déjà été mentionné, il est tout à fait remarquable que des pays aient volontairement cédé certaines de leurs compétences à l'Union européenne. Au cours des années, avec chaque nouveau traité, les pays ont cédé à l'Union européenne davantage de compétences et de pouvoir, car cela leur semblait nécessaire au renforcement de la coopération et à leurs intérêts. En règle générale, l'Union est responsable des sujets qu'il est préférable de traiter au niveau européen plutôt qu'au niveau national.

En conséquence, selon le principe de primauté, le droit européen a une valeur supérieure aux droits nationaux des États membres : Les États membres ne peuvent donc pas appliquer une règle nationale qui serait contraire au droit européen.

Les principaux domaines d'action de l'Union européenne sont les suivants :

- Tout ce qui est relatif au **marché unique** : tous les produits commercialisés dans l'Union doivent respecter les mêmes normes et remplir les mêmes exigences de sécurité. Une partie significative de la législation traite donc de la manière dont les produits doivent être fabriqués, des caractéristiques du produit final et de la manière dont ils peuvent être commercialisés.

L'Union établit également **certains principes** dans les règlements du marché unique :



- **Protection des consommateurs** : les produits sont-ils sûrs ? La nourriture est-elle sûre ? Le consommateur reçoit-il suffisamment d'informations ? Les consommateurs sont-ils traités correctement par les entreprises ?
- **Bien-être des animaux** : l'Union évalue si les produits peuvent être fabriqués de manière à respecter le bien-être des animaux, et comment. L'Union impose par exemple des règles relatives à la taille minimale des poulaillers et des porcheries ;
- **Normes environnementales** : les produits sont-ils fabriqués dans le respect de l'environnement ? L'Union impose par exemple des règles strictes concernant la production de déchets.

- **Traités de commerce international** : l'Union souhaite également avoir des relations commerciales avec d'autres pays dans le monde et négocie des accords commerciaux en tant qu'entité. Ainsi, l'Union a déjà conclu des accords commerciaux avec, par exemple, la Corée du Sud et le Canada, et négocie actuellement de nouveaux accords avec de nombreux autres pays ou groupes de pays dans le monde entier.



- **L'euro** : la Banque centrale européenne (BCE) est chargée de la politique monétaire des pays de la zone euro. En raison de la crise de l'euro, davantage de pouvoir a été délégué au niveau européen. L'union bancaire, par exemple, qui supervise les banques européennes, a été fondée en 2014.

- **Agriculture et pêche** : ce secteur joue un rôle crucial depuis le tout début de la coopération européenne. Notre approvisionnement alimentaire en dépend et l'Union veut éviter tout risque de famine, comme celle qui a frappé l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale.



- **Citoyenneté de l'Union** : Chaque personne ayant la nationalité d'un pays de l'Union est automatiquement un citoyen de l'Union européenne. Cette citoyenneté européenne vous offre un certain nombre de droits importants. Par exemple, en tant que citoyen de l'Union, vous pouvez circuler et séjourner librement dans l'Union européenne. Si vous vivez dans un autre pays de l'Union, vous avez le droit de voter dans ce pays aux élections municipales et européennes.

- **Changement climatique** : Le réchauffement climatique touche tous les pays du monde, y compris tous les États membres de l'Union européenne. L'Union souhaite lutter contre le réchauffement climatique et en gérer les conséquences d'une planète déjà plus chaude. Elle impose donc des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique, à utiliser davantage d'énergies renouvelables et à réduire les émissions de dioxyde de carbone.



- **Mesures sociales** : En ce qui concerne les questions sociales, les États membres sont les principaux décisionnaires (allocations familiales, prestations sociales, retraites, etc.). L'Union a néanmoins pris des mesures dans ce domaine. Elle a par exemple établi une période minimale de congé parental (quatre mois pour chaque parent), des normes pour la sécurité des employés, et une période minimale de vingt jours de congé pour un employé à temps complet dans l'Union.

4. À QUOI L'UNION CONSACRE-T-ELLE SON BUDGET ?

Outre l'élaboration de la législation dans la limite de ses compétences, l'Union dépense son budget dans des domaines qu'elle estime importants mais qui relèvent de la compétence des États membres. C'est le cas, par exemple, pour la création de davantage d'emplois, la réduction de la pauvreté et du chômage des jeunes. En finançant certains projets, l'Union peut compléter l'action des États membres et avoir une incidence dans ces domaines.

Le graphique ci-dessous montre la répartition du budget de l'Union européenne dans divers domaines pour la période 2014-2020. Son montant total s'élève à 1 082 milliards d'euros pour sept ans, ce qui revient à environ 155 milliards d'euros chaque année.

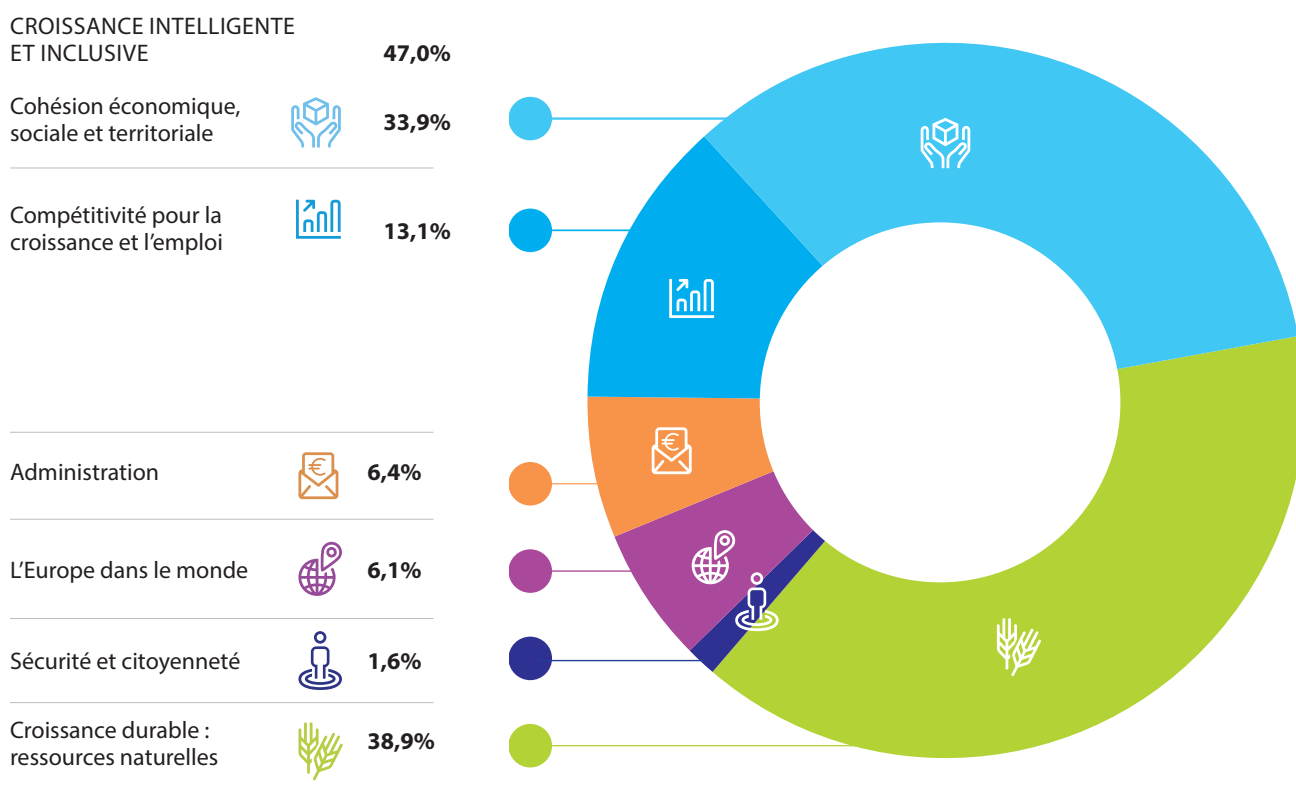
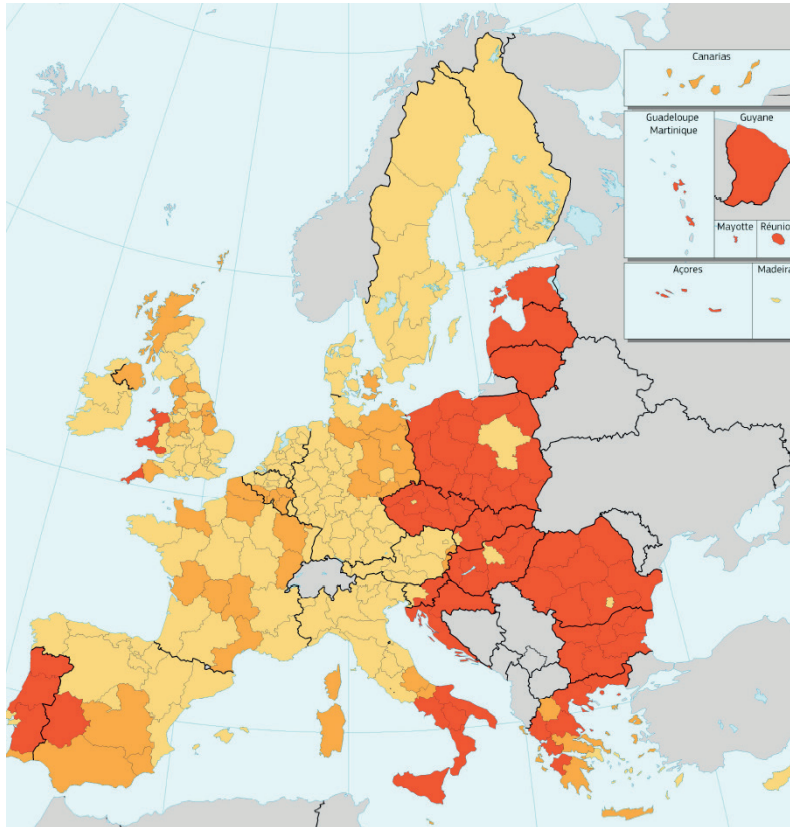


Illustration : répartition du budget pour la période 2014-2020 (cadre pluriannuel)

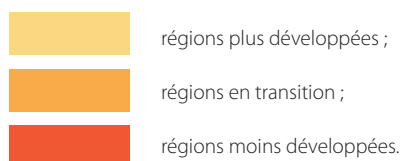
Croissance intelligente et inclusive : Cohésion économique, sociale et territoriale



Par l'intermédiaire des Fonds structurels destinés à la « croissance intelligente et inclusive », l'Union développe des infrastructures et génère une croissance économique. L'Union investit par exemple dans des projets de construction très concrets, tels que les autoroutes, les parcs éoliens, les aéroports et les projets de régénération urbaine. Cette partie du budget est davantage investie dans les régions moins riches afin de leur permettre de s'élever progressivement au même niveau de bien-être que les régions mieux loties.



Carte des régions bénéficiant de la politique de cohésion pour 2014-2020.



Toutes les régions reçoivent un financement, mais les régions moins développées sont davantage soutenues par les Fonds structurels.

Source : http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/how/is-my-region-covered/

Croissance intelligente et inclusive : Compétitivité pour la croissance et l'emploi

L'Union investit dans la recherche et le développement technologiques et améliore les conditions d'emploi en Europe. Elle investit également dans l'éducation, les transports, l'énergie et les réseaux numériques afin de renforcer la communication dans l'Europe tout entière. Cette enveloppe finance notamment le programme Erasmus+ d'échange pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.



Croissance durable : ressources naturelles

Il est très important que la production alimentaire soit suffisante, sûre et de très bonne qualité dans l'Union européenne. Une grande partie du budget finance donc les agriculteurs par des paiements directs et favorise le développement rural.



Administration

L'Union rémunère son personnel et finance l'entretien des bâtiments des institutions européennes, parmi lesquels les bâtiments du Parlement européen, du Conseil des ministres et de la Commission européenne.



L'Europe dans le monde

L'Union réserve également une partie de son budget aux régions et pays extérieurs à l'Union européenne. L'Union et ses États membres sont ensemble le premier bailleur de fonds mondial en matière d'aide au développement. La plus grande partie de cette somme est destinée aux pays les moins avancés et à faibles revenus. En plus de l'aide à long terme, l'Union réagit aux situations d'urgence en fournissant des fonds pour l'alimentation, l'abri et les premiers soins aux personnes touchées par les conflits ou les catastrophes naturelles.



Sécurité et citoyenneté

Les citoyens doivent se sentir en sécurité dans l'Union européenne. L'un des fonds relevant de cette partie du budget est le Fonds pour la sécurité intérieure, qui vise à lutter contre la criminalité et le terrorisme.



LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE

L'article 2 du traité sur l'Union européenne dispose que :

« L'Union est fondée sur les valeurs de **respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit**, ainsi que de respect des droits de l'Homme des personnes appartenant à des **minorités**. Ces valeurs sont communes à tous les États membres de l'Union qui cherchent à offrir une société où règnent **le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité des genres**. »

Chacun des États membres de l'Union européenne a reconnu ces valeurs comme étant les fondements de l'Union. La tradition européenne et les fondements mêmes de l'Union européenne mettent en avant ces valeurs et leur rôle de principes directeurs pour la vie en communauté et l'organisation de la société et de la vie publique et politique.

Comment l'UE met-elle en pratique ces valeurs ? Quelques exemples :

DÉMOCRATIE

La démocratie est un système de gouvernement par le peuple, habituellement par l'intermédiaire de représentants élus.

- Tous les cinq ans, les citoyens européens élisent directement leurs représentants au Parlement européen. Les prochaines élections se tiendront en 2019.
- Les citoyens européens résidant dans un autre pays de l'Union que le leur ont le droit de voter ou d'être élus aux élections communales et européennes dans les mêmes conditions que les nationaux. Par exemple, une femme de nationalité grecque résidant à Berlin peut être élue maire de Berlin.
- Initiative citoyenne européenne : si un million de citoyens de l'Union issus d'au moins sept États membres différents signent une pétition, ils peuvent demander à la Commission européenne de présenter une proposition législative.
- Le Parlement européen participe à l'observation électorale dans certains pays tiers afin de favoriser des élections libres et équitables, comme en Égypte ou en Ukraine.



LIBERTÉ

Nous sommes libres d'agir, de parler et de penser comme bon nous semble. La liberté est également le fait de ne pas être emprisonné ou asservi.

- Les citoyens européens peuvent voyager librement partout dans l'Union européenne.
- Les entreprises n'ont pas le droit de collecter des données à caractère personnel, sauf dans des conditions très strictes : il s'agit là de notre droit à la vie privée et à la protection des données.
- Les citoyens européens sont libres de travailler dans n'importe lequel des États membres de l'Union sans avoir besoin d'un permis de travail.
- Dans l'Union européenne, vous pouvez exprimer votre avis sans craindre la prison : c'est la liberté d'expression. Seuls les discours haineux invitant à nuire à d'autres personnes (ou groupes de personnes) ne sont pas autorisés.



SOLIDARITÉ

Nous vivons tous en interaction et sommes tous responsables les uns des autres. La solidarité est le soutien mutuel au sein d'un groupe.

- Les régions moins développées de l'Union reçoivent un soutien financier supplémentaire.
- Les États membres de l'Union ont convenu de s'aider les uns les autres si l'un d'eux est touché par un attentat terroriste ou est victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. Cette clause a été utilisée pour la première fois après les attentats de Paris en 2015.
- Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation aide les personnes à trouver un nouveau travail ou à recevoir une formation professionnelle si elles ont perdu leur emploi à cause de la mondialisation, par exemple si l'entreprise a été délocalisée dans un pays où les salaires sont plus bas.
- L'Union et ses États membres sont ensemble les plus grands donateurs mondiaux en matière d'aide au développement.



ÉGALITÉ/NON-DISCRIMINATION

Tous les citoyens ont le même statut, sont égaux en droits (devant la loi) et disposent des mêmes chances.

- Les citoyens européens qui étudient dans un autre État membre de l'Union s'acquittent des mêmes frais de scolarité que les étudiants de ce pays. Par exemple, un étudiant italien qui étudie à Paris paie les mêmes frais de scolarité que les étudiants de nationalité française.
- Lors de la naissance d'un enfant ou d'une adoption, la mère et le père ont tous deux droit à au moins quatre mois de congé parental pour prendre soin de l'enfant.
- Dans l'Union, les citoyens ne peuvent pas se voir refuser un travail ou être licenciés en raison de leur orientation sexuelle.
- Chaque année, le Parlement européen célèbre la Journée internationale de la femme (8 mars) pour encourager l'égalité entre les femmes et les hommes.



ÉTAT DE DROIT/JUSTICE

Toutes les personnes et les institutions sont soumises à une législation claire et juste, appliquée et mise en œuvre de manière équitable, et en sont responsables.



- Toute personne, suspectée ou victime, a droit à un procès équitable dans l'Union. Tout suspect est présumé innocent tant qu'il n'a pas été reconnu coupable par un tribunal.
- Les victimes et les suspects d'un crime ou d'un accident doivent être informés des procédures judiciaires dans une langue qu'ils comprennent. Ce service est payé par l'État membre où se déroule le procès.
- Les États membres de l'Union qui ne respectent pas l'État de droit peuvent recevoir un avertissement, une sanction ou être temporairement exclus du processus décisionnel de l'Union européenne.
- Les États membres de l'Union doivent respecter les règles et règlements de l'Union européenne, sous peine d'être déférés devant la Cour de justice de l'Union européenne.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'Homme sont des libertés et des droits fondamentaux qui appartiennent à chaque personne dans le monde. Ils doivent toujours être respectés et protégés.



- Le Parlement européen décerne le prix Sakharov aux personnes du monde entier qui contribuent de manière exceptionnelle à la défense des droits de l'Homme.
- L'Union dispose d'un représentant spécial pour les droits de l'Homme, dont le rôle est de favoriser la politique de l'Union européenne en matière de droits de l'Homme à l'étranger.
- Une fois par mois, le Parlement européen débat des atteintes flagrantes aux droits de l'Homme dans le monde, attirant ainsi l'attention sur cette problématique.
- Tous les États membres de l'Union doivent signer et respecter la Convention européenne des droits de l'Homme.

TOLÉRANCE/PLURALISME

Nous acceptons et respectons l'existence d'avis et de comportements différents dans la société, y compris ceux que nous n'apprécions pas et ceux auxquels nous nous opposons.



- Les citoyens sont libres de pratiquer leur religion et d'avoir leurs croyances, ou d'en changer.
- L'Union a soutenu un projet dans lequel des journalistes roms et non roms ont réalisé 25 courts métrages sur les communautés roms. Ce projet visait à lutter contre les stéréotypes sur les Roms véhiculés par les médias qui influencent la perception publique.
- Les États membres de l'Union doivent lutter contre les discours haineux fondés sur la race, le sexe, la religion ou la nationalité dans les programmes de télévision.
- Les médias doivent présenter la société dans toutes ses dimensions. L'instrument de surveillance du pluralisme des médias de l'Union européenne (= le "*Media Pluralism Monitor*") vérifie si tel est le cas.

RESPECT DE LA DIGNITÉ HUMAINE

L'intégrité physique et psychologique des personnes doit toujours être respectée.



- La peine de mort est interdite dans tous les pays de l'Union.
- La torture est prohibée dans tous les pays de l'Union.
- Tous les demandeurs d'asile de l'Union européenne ont droit au logement, à la nourriture et aux services sanitaires tout au long de leur procédure d'asile.
- Le travail des enfants, l'esclavage et l'exploitation par le travail sont interdits dans l'Union.

Vous pouvez trouver plus d'informations sur la manière dont l'Union européenne met en pratique ses valeurs dans l'application mobile «Charte de l'Union européenne» : <http://fra.europa.eu/fr/charterapp> (disponible en anglais, français et allemand).

RENFORCEZ VOS COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES



1. Processus décisionnel de l'Union européenne	- 24 -
1. Institutions de l'Union européenne	- 24 -
1. Le Parlement européen	- 25 -
2. Le Conseil européen	- 27 -
3. Le Conseil de l'Union européenne ou Conseil des Ministres	- 28 -
4. La Commission européenne	- 30 -
5. La Cour de justice de l'Union européenne	- 31 -
6. La Banque centrale européenne	- 32 -
2. La naissance d'une loi européenne	- 33 -
3. Jeu de rôles : dans la peau d'un eurodéputé	- 35 -
2. Les valeurs de l'Union européenne : Et vous, qu'en pensez-vous ?	- 53 -
Fiche de travail « Carte des valeurs personnelles »	- 54 -

1. PROCESSUS DÉCISIONNEL DE L'UE



© Union européenne 2017 – Source : Parlement européen.

Au fil des ans, plus de 10 000 pages de législation européenne ont été élaborées. Des règles strictes et des garanties procédurales sont essentielles pour que la législation européenne réponde aux besoins et aux attentes des 500 millions de citoyens et des entreprises des États membres. La plupart des propositions législatives doivent être présentées par la Commission européenne et approuvées à la fois par le Parlement européen et par le Conseil de l'Union européenne pour entrer en vigueur.

1. INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union compte **sept institutions**. La Commission européenne, le Conseil de l'Union européenne (Conseil des ministres) et le Parlement européen sont les moteurs du processus décisionnel. Le Conseil européen est la plus haute instance politique. La Cour de justice de l'Union européenne est l'organe judiciaire. La Banque centrale européenne (BCE) est la banque centrale pour l'euro et administre la politique monétaire de la zone euro. Enfin, la Cour des comptes européenne contrôle les finances de l'Union européenne.

Aux côtés de ces sept institutions, il existe de nombreux autres agences, comités et organismes qui jouent tous un rôle dans l'Union européenne. Vous connaissez peut-être, par exemple, le Comité économique et social européen (CESE) et le Comité européen des régions, qui sont deux organes consultatifs des institutions européennes.

Dans ce chapitre, vous découvrirez les institutions impliquées dans le processus décisionnel, ainsi que le Conseil européen, la Cour de justice de l'Union européenne et la Banque centrale européenne.

1. LE PARLEMENT EUROPÉEN



© Union européenne 2017 – Source : Parlement européen.

Qui ?

Le Parlement européen est formé d'un maximum de 751 députés. Depuis 1979, ils sont élus tous les cinq ans au suffrage direct. Le nombre de députés au Parlement européen par État membre est globalement proportionnel à la taille de sa population, avec un seuil minimal de 6 députés et un seuil maximal de 96 députés. Pour un aperçu du nombre de députés au Parlement européen par pays, vous pouvez consulter la page suivante : www.europarl.europa.eu/meps/fr/map.html.

La Belgique dispose de 21 représentants au Parlement européen: 12 néerlandophones, 8 francophones et 1 germanophone. Pour un aperçu des députés belges actuels (mandat 2014-2019), vous pouvez consulter la page suivante : www.europarl.europa.eu/belgium/fr/vos-députés.

Le Président du Parlement européen est élu pour un mandat de deux ans et demi, ce qui représente la moitié du mandat des députés au Parlement européen. Il peut être réélu. L'actuel Président est Antonio Tajani.

Le saviez-vous ? Qu'advient-il des 73 sièges du Royaume-Uni après le Brexit ?

Lors des négociations entamées par le Royaume-Uni en vue de son retrait de l'Union, plusieurs possibilités ont été mises en avant concernant les 73 sièges britanniques au Parlement européen. Certains ont proposé de redistribuer ces sièges entre tous les États membres. D'autres ont estimé qu'ils devraient rester vacants. Cela permettrait notamment, lors de l'adhésion de nouveaux pays, de leur attribuer plus facilement des sièges sans avoir à procéder à une redistribution. Une autre idée était d'«européaniser» lesdits sièges et de créer une circonscription paneuropéenne, c'est-à-dire de faire élire ces députés par tous les Européens.

La possibilité retenue est une combinaison des deux premières : le nombre de députés au Parlement européen passera de 751 à 705. De cette manière, 46 des 73 sièges du Royaume-Uni seraient disponibles pour d'éventuels nouveaux États membres. Les 27 sièges restants seront partagés entre 14 États membres actuellement légèrement sous-représentés.

Tâches

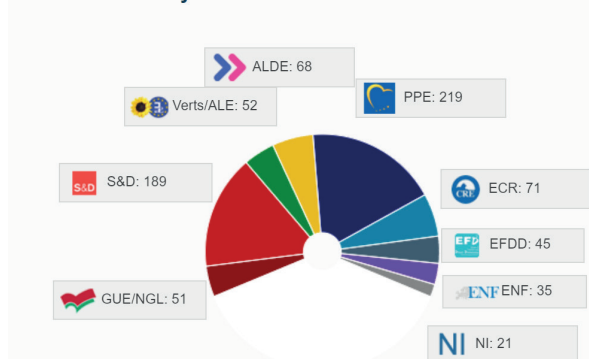
Le Parlement européen est l'un des organes législatifs de l'Union européenne. Il établit le budget de l'Union et contrôle toutes les institutions européennes.

- **Compétence législative partagée** : le Parlement européen adopte, avec le Conseil de l'Union européenne, la législation européenne sur la base des propositions de la Commission européenne.
- **Compétence budgétaire** : le Parlement décide de la totalité du budget annuel de l'Union, de concert avec le Conseil de l'Union européenne. C'est le Parlement qui a le dernier mot.
- **Compétence de surveillance** : le Parlement exerce un contrôle sur les travaux de la Commission et des autres institutions européennes. Il élit également le Président de la Commission européenne et a le pouvoir de donner ou de refuser son approbation à la Commission européenne dans son ensemble.

Fonctionnement

Les députés au Parlement européen représentent vos intérêts dans l'Union. Ils ne sont pas répartis dans l'hémicycle en fonction de leur pays, mais en fonction de leur **famille ou groupe politique**. Il y a actuellement huit groupes politiques au Parlement européen (voir illustration).

Parcourir l'hémicycle



Répartition des membres des groupes politiques

	Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	219
	Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen	189
	Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	71
	Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	68
	Groupe des Verts/Alliance libre européenne	52
	Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	51
	Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	45
	Groupe Europe des Nations et des Libertés	35
	Non-inscrits	21
	Total	751

Composition actuelle du Parlement européen, sur la base des résultats des élections de 2014, pour l'ensemble de l'Union.

Les travaux sont préparés dans des commissions parlementaires thématiques, telles que les commissions de l'agriculture ou des transports. Le Parlement européen vote à la majorité des voix.

Le siège officiel du Parlement européen est à **Strasbourg** où se rencontrent, tous les mois pendant une semaine, l'ensemble des députés, pour la session plénière. Durant les autres semaines, les députés tiennent des réunions de commissions parlementaires, des réunions de groupes politiques et des sessions plénières intermédiaires à **Bruxelles**. Le secrétariat du Parlement européen est situé à **Luxembourg**.

Le saviez-vous : « Unie dans la diversité »

L'Union européenne actuelle, avec ses 28 États membres, compte 24 langues officielles. Chaque député au Parlement européen a le droit de s'exprimer dans sa propre langue. Tous les documents officiels produits par l'Union européenne sont également disponibles dans ces 24 langues, afin que chaque citoyen européen puisse y accéder dans sa propre langue.

Informations supplémentaires: www.europarl.europa.eu

2. LE CONSEIL EUROPÉEN



Photographie de groupe du Sommet européen du 29 septembre 2017 © Union européenne

Qui ?

Le Conseil européen est composé des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Union européenne, ainsi que de son président et du président de la Commission européenne. La plupart des pays, dont la Belgique, envoient leur Premier ministre à la réunion du Conseil européen. Quelques pays, dont la France, y envoient leur président. Le Conseil européen dispose d'un président permanent qui dirige les réunions. Il s'agit pour l'instant de Donald Tusk (Polonais). Il a succédé au Belge Herman Van Rompuy.

Tâches

Le Conseil européen ne fait pas partie des institutions de l'Union européenne qui adoptent les textes législatifs. Il définit plutôt les **orientations et les priorités politiques générales de l'Union**. Le Conseil européen est donc très influent : c'est là que les grandes décisions politiques sont prises. Il examine et décide, par exemple, si un pays peut devenir membre de l'Union européenne, s'il convient de renforcer la coopération dans des domaines spécifiques et comment l'Union gère les événements en cours, comme la crise des réfugiés.

Fonctionnement

Le Conseil européen se réunit au moins quatre fois par an, principalement à Bruxelles. En réalité, il se réunit plus souvent. Le nombre de sommets européens augmente particulièrement en période de crise, comme cela a été le cas pendant la crise de l'euro. Ces sommets européens reçoivent toujours beaucoup d'attention de la part des médias. De coutume, chaque réunion donne lieu à une «photo de famille» des chefs d'État ou de gouvernement (voir l'image).

Les décisions sont généralement prises à l'unanimité, c'est-à-dire qu'elles doivent être approuvées d'un commun accord par tous les chefs d'État.

Informations supplémentaires : www.european-council.europa.eu

3. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE OU CONSEIL DES MINISTRES



Réunion du Conseil des ministres Ecofin, février 2017 © Union européenne

Qui ?

Le Conseil de l'Union européenne, ou Conseil des ministres, compte 28 membres, à savoir un ministre par État membre. Il existe en réalité dix formations du Conseil. Les ministres se rencontrent en fonction de leur(s) domaine(s) de compétence. Les ministres changent donc à chaque réunion, en fonction du sujet traité. Par exemple, si une décision est prise sur les frais d'itinérance, les ministres des Télécommunications des États membres se réuniront au sein de la formation « Transport, télécommunications et énergie » du Conseil. Si la réunion porte sur les finances, les ministres des Affaires économiques et financières des États membres se réuniront au sein de la formation Ecofin.

Tâches

Le Conseil assume les tâches suivantes :

- **Compétence législative partagée** : le Conseil de l'Union européenne négocie et adopte, avec le Parlement européen, la législation européenne sur la base des propositions de la Commission européenne.
- **Compétence budgétaire** : le Conseil de l'Union européenne adopte le budget annuel de l'Union, conjointement avec le Parlement européen.
- **Coordination des politiques des États membres** : le Conseil est responsable de la coordination des politiques des États membres dans des domaines spécifiques, tels que l'éducation, la culture, les politiques économiques et fiscales, et la politique de l'emploi.
- **Élaboration de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union** : le Conseil définit et met en œuvre la politique étrangère et de sécurité de l'Union sur la base des orientations définies par le Conseil européen.

Les dix formations du Conseil

- Affaires générales
- Affaires étrangères
- Affaires économiques et financières (ou « Ecofin »)
- Justice et affaires intérieures
- Emploi, politique sociale, santé et consommateurs
- Compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et espace)
- Transports, télécommunications et énergie
- Agriculture et pêche
- Environnement
- Éducation, jeunesse, culture et sport

Fonctionnement

Les ministres du Conseil de l'Union européenne représentent leur pays et défendent donc les intérêts de celui-ci.

Le Conseil vote habituellement à la majorité qualifiée, également appelée « double majorité ». Une majorité qualifiée est atteinte lorsque deux conditions sont remplies :

- 55% des États membres votent en faveur de la proposition (soit 16 des 28 États membres à l'heure actuelle) ;
- ces États membres représentent au moins 65 % de la population européenne totale.

Cela signifie que les propositions peuvent être bloquées par au moins quatre États membres représentant 35 % de la population européenne totale. Il arrive que le Conseil vote à l'unanimité, auquel cas tous les pays doivent approuver la proposition législative.

Informations supplémentaires : www.consilium.europa.eu

4. LA COMMISSION EUROPÉENNE



La Commission européenne 2014-2019 © Union européenne, 2017

Qui ?

La Commission européenne est constituée de 28 commissaires, un pour chaque État membre. Chaque commissaire est responsable de son domaine d'action spécifique.

Un nouveau collège de commissaires est nommé tous les cinq ans. La Commission actuelle est en place pour la période 2014-2019. Marianne Thyssen est l'actuelle commissaire belge. Elle est responsable de l'emploi et des affaires sociales.

L'actuel Président de la Commission est le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Tâches

La Commission européenne est le « gouvernement » de l'Union européenne. Ses compétences sont les suivantes.

- **Compétence d'initiative** : la Commission est la seule institution à pouvoir formuler des propositions législatives, ce qui fait d'elle le moteur du processus décisionnel européen. À titre d'exemple, si la Commission estime que l'importation de produits dérivés du phoque devrait être bannie dans l'Union européenne, elle formulera une proposition législative en ce sens.
- **Compétence exécutive** : la Commission est l'organe exécutif, qui veille à l'application correcte des règles et règlements de l'Union européenne. Cela signifie que la Commission est responsable de la gestion quotidienne de l'Union.
- **Compétence de surveillance** : la Commission vérifie si tous les acteurs, par exemple les États membres et les entreprises, respectent le droit européen. La Commission a par exemple infligé une amende à la société Microsoft car celle-ci enfreignait les règles européennes en matière de compétitivité.

Outre toutes ces responsabilités, la Commission représente l'Union européenne à l'étranger et au sein d'organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Fonctionnement

La Commission européenne promeut les intérêts généraux de l'Europe. Les commissaires tentent de prendre autant de décisions que possible par consensus. Dans les autres cas, ils prennent les décisions à la majorité des voix (chaque commissaire dispose d'une voix).

Informations supplémentaires : www.ec.europa.eu

5. LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE



Une audience à la Cour de Justice, grande chambre © Union européenne

Qui ?

La Cour de justice de l'Union européenne compte 28 juges : un pour chaque État membre. Onze avocats généraux assistent les juges dans la préparation des verdicts.

Tâches

La Cour agit en tant qu'**arbitre indépendant** rendant des jugements lorsque des problèmes émergent entre les gouvernements des États membres et les institutions de l'Union européenne. Elle peut également, dans certaines circonstances, être saisie par **des particuliers, des entreprises ou des organisations** souhaitant intenter une action contre une institution de l'UE lorsqu'ils estiment qu'elle a porté atteinte à leurs droits. La Cour **interprète** également le droit de l'Union afin de garantir qu'il soit appliqué de la même manière dans tous les pays de l'Union et que tous les États membres et institutions européennes **respectent la législation européenne**.

Exemple d'un verdict : **Brown contre Rentokil**

Mary Brown, une femme de nationalité britannique travaillant comme chauffeur pour Rentokil, a été licenciée après avoir été dans l'incapacité de travailler pendant une longue période en raison de complications liées à sa grossesse. En 1998, la Cour de justice européenne a estimé que ce licenciement enfreignait le droit européen. La Cour a jugé que le licenciement de Mme Brown constituait une discrimination fondée sur le sexe.

Informations supplémentaires : <http://curia.europa.eu>

6. LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE)



Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne © Union européenne

Qui ?

La Banque centrale européenne (BCE) a été fondée en 1998 et est responsable de la **politique économique et monétaire** de l'Union et de la gestion de l'euro.

Depuis novembre 2011, le président de la BCE est l'Italien Mario Draghi.

La plus haute instance décisionnelle de la BCE est le conseil des gouverneurs. Ce conseil est constitué des six membres du directoire et des gouverneurs des banques centrales nationales des dix-neuf pays de la zone euro.

Tâches

L'une des tâches les plus importantes de la BCE est de garantir **la stabilité des prix dans la zone euro** afin d'éviter que le pouvoir d'achat de l'euro ne soit touché par l'inflation. Pour cela, elle gère la quantité de liquidités en circulation. La BCE fixe les taux d'intérêt, **contrôle l'évolution des prix** dans toute la zone euro et **est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque dans la zone euro**.

Depuis 2014, la BCE s'est vu confier une nouvelle tâche, distincte des trois tâches monétaires précédentes : **la supervision bancaire**. Il a été convenu que toutes les grandes banques de la zone euro sont soumises à la supervision directe de la BCE.

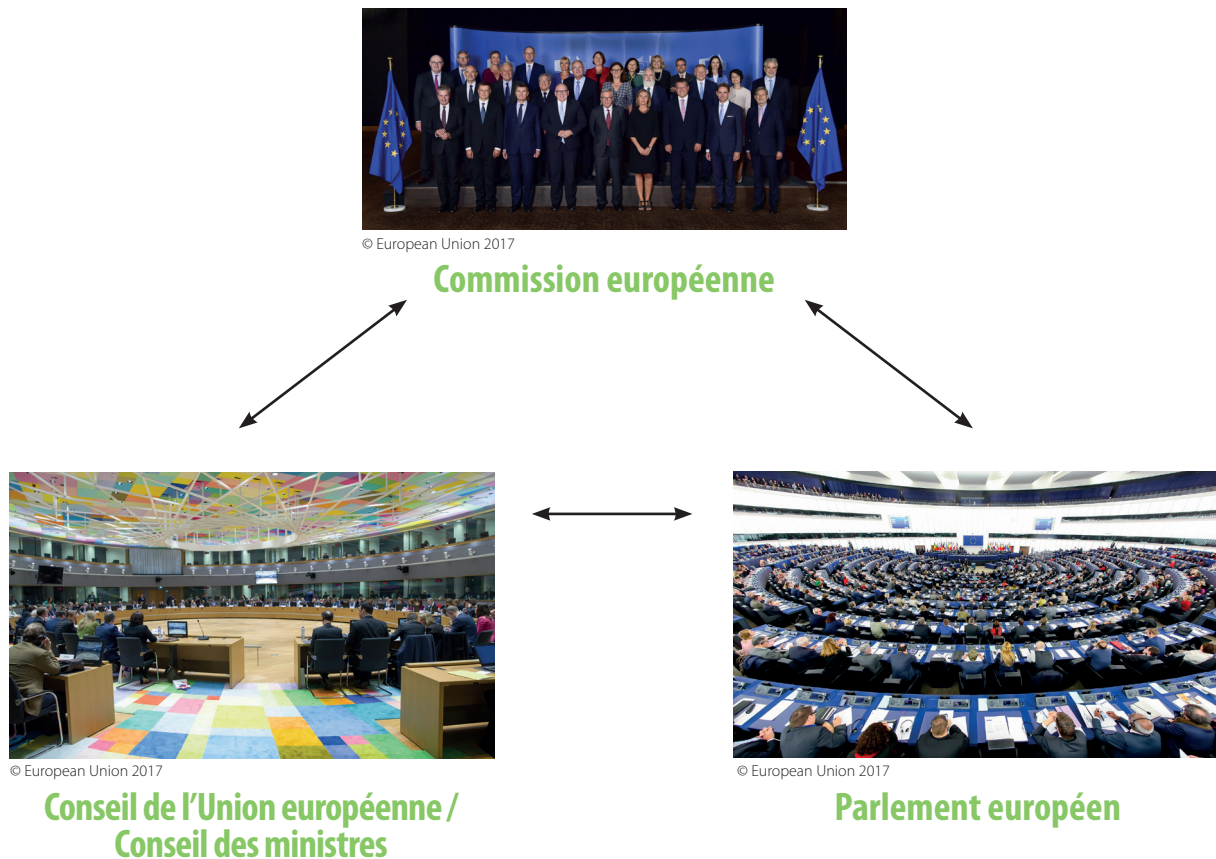
Fonctionnement

La BCE coopère avec le système européen de banques centrales (constitué de la BCE et de toutes les banques nationales des États membres de l'Union) et est indépendante. Le principal objectif de la politique de la BCE est la préservation de l'intérêt général de la zone euro.

Informations supplémentaires : www.ecb.europa.eu

2. LA NAISSANCE D'UNE LOI EUROPÉENNE

Le processus décisionnel dans l'Union européenne – la procédure législative ordinaire



PROCÉDURE

Un nouvel acte législatif européen est habituellement créé comme suit (procédure législative ordinaire).

1. **La Commission européenne formule une proposition législative,**
 - soit de sa propre initiative,
 - soit à la demande du Parlement européen, du Conseil européen, du Conseil des ministres ou de l'initiative citoyenne européenne. La Commission est libre de décider si elle accepte la demande ou non.
2. La proposition législative de la Commission **est transmise au Conseil des ministres et au Parlement européen.**
3. Ces deux institutions peuvent adapter la proposition en fonction de leurs préférences et la voter.
4. Lorsque la proposition législative a été adoptée et approuvée à la fois par le Parlement européen et par le Conseil des ministres (= compromis), un nouvel acte législatif (règlement ou directive) est né.

5. Parfois, l'acte législatif doit être appliqué dans son intégralité dans toute l'Union européenne (= règlement), mais d'autres fois cette nouvelle règle européenne doit être **transposée dans la législation nationale** (= directive). Au cours de ce processus, les pays ont souvent la liberté de déterminer certains éléments par eux-mêmes. Par exemple, l'Union a décidé que tous les parents de l'Union européenne ont le droit à au moins quatre mois de congé parental. Chaque État membre a la liberté d'accorder plus que ces quatre mois, par exemple cinq, mais ne peut réduire le minimum à deux mois de congé parental.
6. La Commission européenne est chargée de **vérifier** que les États membres ou les entreprises appliquent correctement les règles.

AUTRES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS LE PROCESSUS DÉCISIONNEL

- En cas de conflits ou d'incertitudes, la **Cour de justice de l'Union européenne** intervient.
- Dans certains cas, le **Comité économique et social** et le **Comité européen des régions** conseillent le Parlement européen et le Conseil des ministres.

L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

Si plus d'un million de citoyens issus d'au moins sept États membres différents signent une pétition, ils peuvent demander à la Commission européenne de la considérer comme une proposition législative.

GROUPES DE PRESSION

Environ 30 000 lobbyistes à Bruxelles tentent d'influencer le processus décisionnel. Les lobbyistes font pression en faveur d'entreprises, d'organisations non gouvernementales ou de groupes d'intérêt public.

En vue d'apporter davantage de transparence, les lobbyistes sont invités à s'authentifier dans un registre de transparence (<http://ec.europa.eu/transparencyregister>). L'objectif de certaines initiatives issues du secteur non lucratif est de faire savoir, de la manière la plus claire possible, qui pratique le lobbying le plus intensif, quel est le montant d'argent dépensé à cette fin, etc. : www.lobbyfacts.eu (uniquement en anglais) et <https://corporateeurope.org> (principalement en anglais, mais certaines parties sont traduites en français).

3. JEU DE RÔLES : DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ

INFORMATIONS CONTEXTUELLES SUR LES SUJETS DÉBATTUS

Dans le cadre de l'exercice «Dans la peau d'un eurodéputé », plusieurs cas concrets sont abordés. Dans certains cas, les débats ont déjà été clos et l'Union a adopté des lois et règles spécifiques. Dans d'autres cas, le débat bat encore son plein. Vous trouverez ci-dessous des informations contextuelles et l'état de la situation pour chaque proposition politique.

1. FUMER DANS L'UNION EUROPÉENNE

**Avertissement
sanitaire combiné**
Pour produits du tabac à fumer

**Gecombineerde
gezondheids-
waarschuwing**
Voor roken bestemde
tabaksproducten



Exemples d'avertissements combinés en Belgique. Source : Commission européenne : https://ec.europa.eu/health/tobacco/law/pictorial_fr

Quelle est la situation ?

- Un Européen sur quatre fume.
- 80 % des fumeurs commencent à fumer avant l'âge de 18 ans.
- Deux fumeurs sur trois décèdent du tabagisme.
- Chaque année, plus de six millions de personnes dans le monde décèdent des suites du tabagisme.
- Des millions de fumeurs souffrent de maladies causées par le tabagisme, comme le cancer.
- L'Union estime que le tabagisme représente environ 25 milliards d'euros annuellement dans les dépenses de santé de l'Union européenne.

Le tabac est très meurtrier : deux fumeurs sur trois décèdent des suites du tabagisme, et un fumeur sur quatre ne dépasse pas les 60 ans. La plupart des fumeurs ont commencé à fumer avant d'avoir 18 ans. Le marketing de l'industrie du tabac cible explicitement les jeunes. Ils sont appelés les « fumeurs de remplacement » : les jeunes doivent remplacer les fumeurs décédés. Les cigarettes créent également une forte dépendance : une fois que l'on a commencé à fumer, il est très difficile d'arrêter. Outre la nicotine, des centaines de substances ajoutées, telles que le sucre, l'ammoniaque et les antitussifs, renforcent encore la dépendance.

Que fait l'Union européenne ?

Afin d'empêcher les jeunes de commencer à fumer, l'Union européenne se concentre sur la prévention (= faire en sorte que les personnes ne commencent pas à fumer) et la dissuasion (= faire en sorte que le moins de personnes possible fument ou que celles qui ont commencé arrêtent).

C'est pourquoi les règles européennes établissent que chaque paquet de cigarettes commercialisé dans l'Union présente un avertissement sanitaire combiné (une image, un avertissement textuel et des informations sur les services permettant d'arrêter de fumer) dans la (ou les) langue(s) officielle(s) des pays de l'Union où ils sont vendus. De cette manière, l'Union informe le consommateur des dangers du tabagisme.

La publicité pour le tabac a également été limitée : les campagnes de promotion du tabagisme sont interdites.

Outre les règles établies en ce qui concerne la vente et la publicité de produits du tabac, l'Union formule également des recommandations aux pays de l'Union pour interdire le tabagisme dans les bâtiments publics, ainsi que dans les espaces publics et autres espaces. Ce sont toutefois les pays qui décident par eux-mêmes de suivre ou non les recommandations.

En 2014, l'Union a adopté des règles plus strictes concernant le tabagisme. Elles sont entrées en vigueur en 2016 :

- la vente de cigarettes aromatisées, au menthol par exemple, est désormais interdite ;
- les avertissements sur les paquets de cigarettes doivent couvrir au moins 65 % du paquet, et une série d'avertissements combinés est prédéterminée pour chaque pays (voir l'image) ;
- la quantité de nicotine dans les cigarettes électroniques est limitée.

Dans la proposition de loi originale, il était également question de paquets de cigarettes blancs (« neutres »), tels que ceux utilisés en Australie, mais les institutions européennes n'ont pas réussi à se mettre d'accord à ce sujet. La proposition d'augmenter l'âge minimal pour l'achat de tabac à 18 ans dans l'ensemble de l'Union n'a pas non plus été retenue.

Chaque État membre peut cependant décider de mettre en œuvre des règles plus strictes : la France a par exemple décidé d'introduire des paquets de cigarettes neutres depuis mai 2016. Cela fait d'elle le deuxième pays du monde à adopter une telle mesure, après l'Australie. Les prix du tabac varient d'un pays à l'autre. L'État membre où le paquet de cigarettes est le moins cher est la Bulgarie, à un prix d'environ 2,60 euros. Les paquets les plus chers sont vendus en Irlande et au Royaume-Uni, aux environs de 10 euros le paquet.

2. VOLUME MAXIMUM POUR LES LECTEURS AUDIO PORTABLES



Photographie par Mimagephotos

Quelle est la situation ?

Les lecteurs audio portables sont devenus très populaires au cours des 25 dernières années. Cela a commencé avec le Walkman (cassettes audio), suivi du Discman puis des lecteurs MP3. Aujourd'hui, un lecteur de musique est une application fréquente sur les smartphones. L'utilisation de ces lecteurs de musique portables, entre autres, a amené les personnes de plus en plus jeunes à avoir des problèmes d'audition ou des acouphènes. Des recherches ont montré que certains baladeurs peuvent produire autant de son qu'un avion au décollage, ce qui peut causer des dommages sévères.

Quelques faits :

- L'échelle des décibels fonctionne comme suit : le niveau sonore de la pluie est de 50 décibels (dB), celui d'une conversation est de 60 dB et celui des boîtes de nuit est souvent de 100 dB. Une élévation de 10 décibels signifie que le son est dix fois plus fort.
- 50 à 100 millions de personnes dans l'Union écoutent quotidiennement de la musique avec un baladeur (des lecteurs MP3 comme l'iPod ou des lecteurs de musique sur les téléphones mobiles). 5 à 10 % de ces Européens risquent des problèmes auditifs, car ils écoutent de la musique à un niveau sonore élevé pendant trop longtemps.
- L'écoute de musique à un niveau sonore élevé pendant trop longtemps peut causer des acouphènes, un sifflement/une tonalité aiguë dans l'oreille. À long terme, cela peut engendrer une perte auditive chronique. Un jeune sur cinq souffre déjà d'acouphènes. Un jeune sur trois en souffre ponctuellement.
- Le plus grand danger vient des «écouteurs intra-auriculaires», car ils font pénétrer le son plus profondément dans l'oreille.
- Une fois que l'audition commence à diminuer, elle ne peut pas être rétablie.
- Pour procéder en toute sécurité, il convient de ne pas écouter de musique à 80 dB pendant plus de 40 heures par semaine, ou à 89 dB pendant plus de cinq heures par semaine.

Que fait l'Union européenne ?

L'Union européenne protège nos oreilles. À la suite de recherches démontrant les effets à long terme

de l'écoute de musique à un niveau élevé, l'Union a décidé de prendre des mesures. Depuis mars 2013, la norme suivante est proposée pour tous les baladeurs et lecteurs portables, y compris les applications sur téléphone mobile :

- Le volume standard maximal conseillé pour les baladeurs et les téléphones mobiles commercialisés dans l'Union est de 85 dB.
- Les utilisateurs peuvent toutefois augmenter le volume à 100 dB manuellement. Lorsqu'un utilisateur augmente le volume, il reçoit un avertissement sur les risques menaçant son audition après chaque période d'écoute de vingt heures.

Cette norme de l'Union européenne est volontaire. Cependant, les normes de l'Union européenne deviennent généralement les nouveaux moyens de mesures dans l'industrie.

3. DÉMOCRATIE EUROPÉENNE



© European Union 2017 - Source: EP

Quelle est la situation ?

- Les élections sont le moment où les citoyens déterminent qui les représentera au niveau politique. Toutefois, de moins en moins de citoyens européens votent à chaque élection européenne : ils étaient 65 % en 1979 et seulement 42,6 % en 2014. Ce faible pourcentage s'explique par le fait que de nombreuses personnes ne « s'intéressent pas à la politique » ou pensent que leur vote « ne changera rien ». Les jeunes (âgés de 18 à 24 ans) sont ceux qui se sont le plus abstenus aux élections européennes.
- La plupart des Européens ne sont pas dans l'obligation de voter : le vote obligatoire n'existe qu'en Belgique, en Grèce et au Luxembourg. Dans tous les autres États membres, les citoyens ont le droit de voter, mais n'y sont pas obligés.
- Certaines informations, notamment celles qui sont diffusées sur les médias sociaux, sont des informations mensongères, des « fake news ». La *East StratCom Task Force*, un organisme européen, en a détecté 2 500 à propos de l'Europe, des pays de l'Europe et de l'Union européenne, en 18 langues, sur une période de quinze mois (2016-2017). Ces informations mensongères influencent l'image que les personnes se font de l'Union européenne (souvent négativement). Cela peut avoir de graves conséquences. À titre d'exemple, au cours de la campagne du référendum sur le Brexit, beaucoup de faits erronés ont été diffusés sur l'Union et sur les avantages éventuels de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cette situation peut désorienter les citoyens et les amener à fonder leur vote sur des informations inexactes.

Que fait l'Union européenne ?

Les citoyens européens élisent un nouveau Parlement européen tous les cinq ans, depuis 1979. Les règles communes de l'Union européenne établissent que les élections doivent être tenues au scrutin secret et au suffrage universel direct (une voix pour chaque personne adulte). Elles doivent également s'appuyer sur la représentation proportionnelle. En dehors de ces règles communes, les modalités électorales sont régies par des dispositions nationales et peuvent être très différentes d'un État membre à l'autre. Par ailleurs, les citoyens ne peuvent voter que pour les candidats de leur propre pays ou de leur propre circonscription régionale. Il incombe également aux États membres de déterminer si voter est un droit ou une obligation.

Afin de faire davantage participer les citoyens à la politique européenne et en vue de rendre l'Union plus démocratique, de nouvelles initiatives ont déjà été élaborées au cours des dernières années :

- L'initiative citoyenne européenne : si plus d'un million de citoyens européens d'au moins sept pays différents signent une pétition, ils peuvent demander à la Commission européenne de formuler une proposition législative.
- Les « candidats en tête de liste » : aux dernières élections, en 2014, les 5 partis politiques les plus grands du Parlement européen ont désigné un « candidat en tête de liste ». Il était convenu que le candidat du parti européen qui remporterait le plus de sièges au Parlement serait le nouveau président de la Commission européenne. Cette fonction est ainsi revenue à M. Jean-Claude Juncker, à savoir le candidat en tête de liste du plus grand groupe au Parlement, le Parti populaire européen.

D'autres idées visant à encourager la population à voter aux élections européennes n'ont jusqu'à présent pas été mises en pratique, telles que :

- La création d'une circonscription paneuropéenne, afin que les candidats au Parlement européen puissent être élus par tous les citoyens européens et non uniquement par les citoyens de leur propre pays ou circonscription régionale.
- L'élection directe du président du Conseil européen (en suivant l'exemple de l'élection directe du président des États-Unis).

Une autre suggestion serait de rendre obligatoire le vote aux élections européennes. L'idée derrière cette proposition est que seule une participation électorale totale permet de brosser un vrai tableau de la volonté des citoyens, en espérant que tous les électeurs se renseigneront correctement avant d'entrer dans l'isoloir. Cela garantit également que nul ne peut être privé de vote. La plupart des États membres estiment cependant que le vote est un droit et non une obligation, laissant les citoyens libres de ne pas voter.

Il est primordial que la population vote en se fondant sur des informations correctes. La *East StratCom Task Force* a été créée en 2015 pour lutter contre les informations mensongères sur l'Union européenne. Cet organisme recherche et analyse les informations mensongères sur l'Union, provenant principalement de la Russie, et lutte contre celles-ci. L'Union ne sanctionnera pas la diffusion de telles informations, car elle a signé la déclaration universelle des droits de l'Homme. Ce traité inclut la liberté d'expression, l'accès à l'information et la liberté de la presse. La liberté de la presse signifie que les médias libres et indépendants peuvent rapporter des nouvelles sans crainte et sans risque d'ingérence, de poursuite ou de discrimination.

Pour plus d'informations sur le système électoral européen, veuillez consulter le document suivant : www.europarl.europa.eu/ftu/pdf/fr/FTU_1.3.4.pdf.

Site internet sur les informations mensongères à propos de l'Union européenne analysées par la *East StratCom Task Force* : <https://euvsdisinfo.eu/> (uniquement en anglais, allemand et russe).

4. PROTECTION DES ANIMAUX DE LABORATOIRE



Quelle est la situation ?

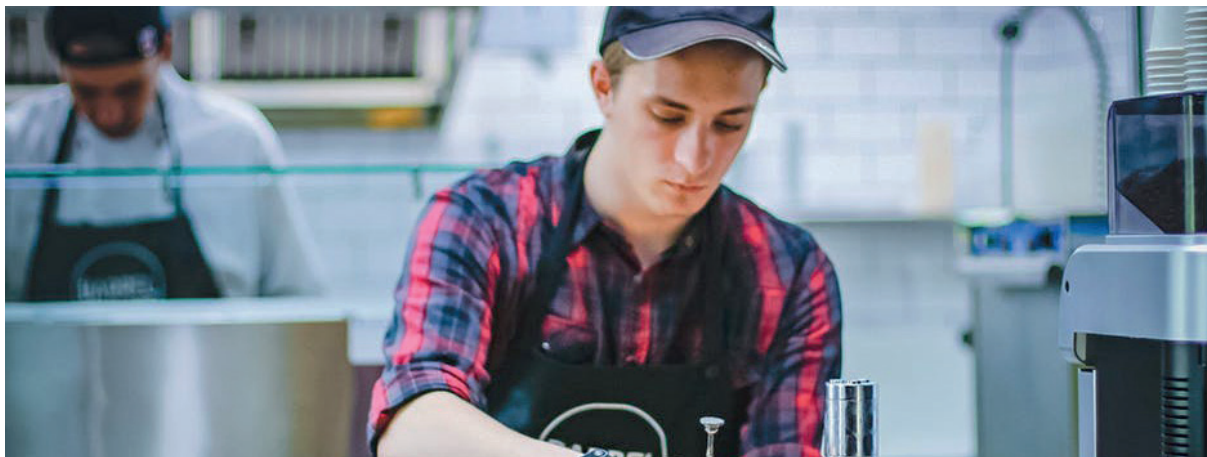
Pendant des années, les organisations de défense des droits des animaux ont lutté pour les droits des animaux en laboratoires de recherche. Les essais sont parfois inutiles et ne servent pas une « cause majeure », ce qui est souvent le cas dans l'industrie cosmétique. Toutefois, les essais sur les animaux peuvent être nécessaires pour :

- recueillir des connaissances sur les humains et sur les animaux (recherche scientifique) ;
- développer et produire des médicaments visant à protéger ou à améliorer la santé des humains et des animaux ;
- tester l'innocuité des produits ;
- apprendre comment traiter les humains et les animaux (éducation).

Que fait l'Union européenne ?

L'Union européenne ne désire pas que les animaux souffrent inutilement. C'est pourquoi elle a déjà établi un certain nombre de règles en vue d'améliorer le bien-être des animaux, en déclarant par exemple l'interdiction des expérimentations animales pour l'élaboration de produits cosmétiques (depuis 2004) et d'ingrédients cosmétiques (depuis 2009). Le commerce de produits cosmétiques testés sur les animaux est également interdit dans l'Union européenne depuis 2013. La proposition législative de l'exercice est donc très proche des règles européennes actuelles.

5. TRAVAILLER DANS UN AUTRE PAYS – LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES



Quelle est la situation ?

L'Union souhaite fusionner autant que possible les différentes économies des États membres en une grande économie, créant ainsi un véritable marché unique. Dans une telle économie, il est important que les personnes puissent travailler dans un autre pays sans obstacles administratifs. Environ deux millions de postes vacants ne peuvent être pourvus pour le moment dans l'Union. Seuls 3 % environ de tous les citoyens européens (15,3 millions de personnes) vivaient dans un autre pays de l'Union en 2014 (d'après des données d'Eurostat).

Que fait l'Union européenne ?

Chaque citoyen de l'Union européenne peut travailler (et résider) dans un autre pays de l'Union sans avoir besoin de permis de travail. En outre, les travailleurs d'un autre État membre doivent être traités de la même manière que les travailleurs nationaux, c'est-à-dire qu'ils doivent bénéficier des mêmes conditions d'emploi (salaire, nombre de jours de congé, etc.) que les citoyens de ce pays. Ces travailleurs payent des cotisations à la sécurité sociale (charges) de leur pays hôte et ont les mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux.

Il existe cependant des restrictions à la libre circulation des travailleurs dans certains pays pour les citoyens de nouveaux États membres. Ce n'est le cas actuellement que pour les ressortissants croates. Ces restrictions doivent être levées d'ici juillet 2020 au plus tard.

L'Union souhaite créer un environnement qui favorise la mobilité des travailleurs dans l'Union européenne. Parmi les efforts déployés, on peut citer une carte européenne d'assurance maladie, la coordination des régimes de sécurité sociale et les dispositions concernant les droits à la retraite.

D'autres règles s'appliquent aux citoyens qui sont envoyés par leur employeur de manière temporaire afin de fournir des services (travailleurs détachés) ou aux travailleurs transfrontaliers, qui vivent dans leur propre pays, mais travaillent dans un autre État membre.

6. UNE ARMÉE EUROPÉENNE ?



Quelle est la situation ?

Lorsqu'il s'agit du commerce, l'Union européenne est un géant : le commerce avec l'Union et à l'intérieur de celle-ci comprend environ un cinquième du commerce mondial. Lorsqu'il s'agit de politique étrangère, les États membres de l'Union ont cependant souvent des avis différents et l'Union ne dispose d'aucune armée pour faire entendre sa voix sur la scène politique internationale. La politique étrangère et la défense sont toujours des affaires nationales sur lesquelles les États membres prennent les décisions finales.

Que fait l'Union européenne ?

Dès le tout début de la coopération européenne dans les années 1950, des voix se sont élevées en faveur de la mise en place d'une armée propre à l'Union européenne. Les projets n'ont cependant jamais abouti. Chaque État membre possède sa propre armée et décide de manière autonome s'il y a lieu de l'utiliser, de quelle manière et à quel moment.

L'Union dispose toutefois de plusieurs outils pour intervenir dans les situations de crise sur le terrain :

- depuis 2007, l'Union s'est dotée d'un nouvel instrument militaire, des **groupements tactiques** constitués de forces militaires déployables rapidement. Chacun des 18 groupements est composé de 1 500 hommes et femmes. Ils peuvent être déployés pour des interventions militaires dans les situations de crise et sous le commandement européen. Le Conseil européen doit décider unanimement de leur déploiement ;
- des **missions ad hoc de l'Union européenne** existent également en dehors de l'Union, et sont utilisées pour le maintien de la paix, la prévention de conflits et la sécurité internationale. Les troupes sont déployées pour deux types de missions :
 - les missions civiles (pour la formation des forces de police par exemple) ;
 - les opérations militaires (telles que les actions de lutte contre la piraterie).

Le Conseil européen décide de chaque mission ad hoc séparément. Les pays peuvent participer volontairement. L'Union a déjà mené environ 20 opérations civiles et militaires. La reconstruction après le tsunami d'Atjeh (Indonésie) et la lutte contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique en sont des exemples connus.

Il est important de savoir que les interventions de l'Union européenne ont toujours lieu **dans le respect des lignes directrices des Nations unies (ONU) et en coopération étroite avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).**

La coopération sur les Affaires étrangères et la politique de défense est cependant à la hausse :

- **L'agence européenne de défense** garantit que les États membres achètent ensemble du matériel militaire ou mènent des recherches conjointes en technologie de défense. Cette coopération leur permet de réduire les coûts.
- L'Union a récemment mis au point son propre « service étranger », **le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)**. Il a pour mission de gérer les relations diplomatiques de l'Union européenne avec les pays non membres et de mener la politique étrangère et de sécurité de l'Union.

L'Union n'est toutefois pas dotée d'une véritable politique de défense européenne. De nombreux États membres ne souhaitent pas céder leur pouvoir décisionnel en matière d'affaires étrangères à l'Union européenne. De même, les États membres ont parfois des avis divergents quant au rôle de l'Union européenne dans le monde.

7. L'UNION EUROPÉENNE ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



Photographie par Bill Gabbert

Quelle est la situation ?

- la température de la Terre a augmenté de 1°C depuis la révolution industrielle. Il est sûr à 99 % que l'activité humaine, notamment l'émission de gaz à effet de serre, en est la cause ;
- si l'augmentation de la température atteint 2°C, nous ne pourrons plus contrôler les conséquences (inondations, fortes tempêtes, hausse des niveaux de la mer, etc.) ;
- plus de 80 % des émissions de gaz à effet de serre de l'Union sont une conséquence directe de la consommation et de la production énergétique ;
- l'Union est responsable de 11 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

La température de la Terre augmente, et ce en raison de l'utilisation massive des combustibles fossiles (tels que l'essence et le diesel dans les transports, le charbon dans les centrales électriques, le gaz pour le chauffage), qui sont émis principalement par les pays occidentaux. Cette situation est observée depuis des années dans les rapports du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies, réalisés par des scientifiques dans le monde entier. L'augmentation de la température a déjà causé une hausse du niveau de la mer, des tempêtes plus fortes et plus nombreuses, davantage de sécheresses et d'incendies de forêt et également des inondations plus importantes, à la fois en Europe et dans le monde entier.

Que fait l'Union européenne ?

L'Union reconnaît que s'abstenir d'agir pour lutter contre le réchauffement climatique coûtera plus cher (jusqu'à dix fois plus cher) que d'agir immédiatement. Elle a donc pris des mesures.

L'objectif 20-20-20 restera en vigueur **jusqu'en 2020**. D'ici 2020, l'objectif est :

- d'accroître l'utilisation d'énergies renouvelables (au moins 20 % de la production totale d'électricité doit provenir par exemple de l'énergie solaire ou éolienne) ;
- de diminuer les émissions de dioxyde de carbone (de 20 % par rapport à 1990) ;
- de réduire la consommation énergétique (de 20 % par rapport à 1990).

Pendant ce temps, un nouvel accord a été ratifié et restera en vigueur **jusqu'en 2030**. Les efforts à déployer doivent se concentrer sur :

- une augmentation des énergies renouvelables (d'au moins 27 % d'ici 2030) ;
- une diminution des émissions, par exemple une diminution des émissions de dioxyde de carbone provenant de l'industrie (baisse de 40 % d'ici 2030) ;
- une réduction de la consommation énergétique, l'utilisation d'appareils plus efficaces et l'amélioration de l'isolation des habitations (réduction d'au moins 27 % de la consommation énergétique d'ici 2030).

La stratégie à long terme de l'Union européenne, à savoir la feuille de route pour une économie à faible émission de carbone, vise à réduire les émissions de 80 % **d'ici 2050**.

Étant donné que les conséquences du réchauffement climatique sont déjà perceptibles, la Commission européenne a publié une stratégie de l'Union européenne relative à l'adaptation au changement climatique. Les États membres doivent élaborer des plans d'action nationaux pour se préparer aux conséquences inévitables du changement climatique. Ces plans consistent par exemple en la construction de digues de protection contre les tempêtes.

En 2015, l'Union a également joué un rôle important durant les négociations menées à l'échelle mondiale en vue de parvenir à un accord juridiquement contraignant sur la lutte contre le réchauffement climatique, à savoir l'Accord de Paris. L'Union européenne a ratifié l'Accord de Paris en octobre 2016. Dans cet accord, les pays ont promis de tenter de maintenir l'augmentation de la température à un niveau inférieur à 2°C et de préférence inférieur à 1,5°C. L'Accord de Paris est en vigueur depuis novembre 2016.

8. RÉFUGIÉS EN EUROPE



Photographie par FreedomHouse

Quelle est la situation ?

Le nombre croissant de conflits dans le monde a engendré une augmentation du nombre de personnes fuyant leur foyer. D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, nous sommes aujourd'hui témoins des plus importants niveaux de déplacements jamais enregistrés : 65,6 millions de personnes dans le monde (un nombre sans précédent), ont été contraintes de quitter leur foyer (2017). Étant donné que 13 % des migrants* du monde entier sont accueillis par l'Europe, les pays européens ont connu une augmentation soudaine du nombre de migrants arrivant sur leur territoire en 2015, ainsi qu'une hausse consécutive du nombre de demandes d'asile* depuis cette année-là. Chaque État membre a géré cette brusque augmentation à sa manière. Toutefois, dès lors que nos pays font tous partie de l'Union européenne, et que la plupart partagent des frontières ouvertes, la politique d'un État membre a inévitablement touché d'autres États membres. La nécessité d'une stratégie menée à l'échelle de l'Union s'est alors fait sentir.

L'Europe contrôle ses frontières extérieures de manière très stricte, c'est pourquoi elle est parfois surnommée «forteresse Europe». Les migrants sont ainsi poussés à payer (cher) des trafiquants d'êtres humains pour entrer illégalement dans l'Union en empruntant des itinéraires périlleux. La mer Méditerranée est une voie de passage connue, que les migrants traversent, souvent dans des conditions dangereuses, pour arriver en Europe. D'après le projet «Missing migrants» (migrants disparus), cette voie a coûté la vie à 20 172 personnes entre le début de l'année 2014 et octobre 2017 uniquement.

*Termes clés :

Migrant : toute personne amenée à quitter son pays d'origine pour quelque raison que ce soit. Il s'agit du terme générique.

Réfugié : un réfugié est un migrant particulier : il s'agit de quelqu'un qui a été forcé à quitter son pays à cause de persécutions, de la guerre ou de violences. Un réfugié redoute avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social.

Demandeur d'asile : lorsque les réfugiés cherchent à se mettre à l'abri dans un autre pays, ils demandent l'asile, le droit d'être reconnu en tant que réfugié et de bénéficier d'une protection légale et d'une aide matérielle. Tant que leur demande est à l'étude, ils sont qualifiés de « demandeurs d'asile ».

Que fait l'Union européenne ?

Chaque pays de l'Union a sa propre politique d'asile. Le régime d'asile européen commun fixe toutefois des **normes minimales communes** applicables à tous les demandeurs d'asile par tous les États membres de l'Union (également connues sous le nom de règlement de Dublin) en vertu desquelles notamment :

- le premier État membre dans lequel arrive le migrant est responsable de l'examen de la demande d'asile ;
- chaque demandeur d'asile dispose d'un **droit au logement, à l'alimentation et à des soins de base** pendant l'étude de sa demande d'asile. Il incombe à l'État membre de traiter la demande ;
- les migrants ne peuvent **demandeur l'asile qu'une seule fois** dans l'Union européenne. Si un État membre refuse sa demande, alors le demandeur ne peut plus demander l'asile dans un autre État membre de l'Union. Pour s'en assurer, les empreintes digitales de chaque demandeur sont enregistrées dans la base de données Eurodac.

En réaction à l'arrivée soudaine, incontrôlée et à grande échelle des migrants et des demandeurs d'asile en 2015, l'Union a mis en avant plusieurs **mesures de crise temporaires** :

- En 2015, la Commission européenne a lancé un plan de relocalisation des demandeurs d'asile parmi les États membres, afin de mieux diviser les frais liés à leur hébergement. Dans le cadre de ce **plan de relocalisation**, 160 000 demandeurs d'asile provenant d'Érythrée, d'Irak et de Syrie et résidant en Grèce et en Italie devaient être répartis entre les États membres, afin de soulager les pays d'Europe du Sud. Cette relocalisation devait être fonction de la taille de la population et de la situation économique de chaque État membre. En outre, l'Union a créé des «**points d'enregistrement**» dans les lieux où un grand nombre de demandeurs d'asile arrivent, à savoir en Grèce et en Italie. Dans ces points d'enregistrement, les demandeurs d'asile sont enregistrés et leurs empreintes digitales sont relevées.
- Ce plan de relocalisation n'a pas fonctionné comme l'espérait la Commission européenne et les migrants ont continué d'affluer dans l'Union européenne. Pour endiguer cet afflux de migrants, l'Union a conclu un **accord avec la Turquie** en mars 2016, établissant que les autorités turques enverraient un réfugié de Turquie à l'Union pour chaque migrant que la Grèce enverrait en Turquie. Ces migrants arrivant en Grèce comprennent ceux qui ne remplissent pas les conditions d'asile ou ont retiré leur demande d'asile. En échange de la participation à cet accord, l'Union verse à la Turquie six milliards d'euros pour accueillir des réfugiés en Turquie.
- D'autres mesures ont été prises, parmi lesquelles :
 - **l'accroissement du nombre d'opérations en mer** ;
 - **la prévention des vagues de migration**, en offrant entre autres un soutien aux pays d'origine;
 - le renforcement de la lutte contre les **trafiqants d'êtres humains**.

Les événements de 2015 et ceux qui ont suivi ont non seulement mis à rude épreuve les systèmes d'asile de nombreux États membres et l'espace Schengen, mais également le régime d'asile européen commun dans son ensemble. Cette situation a exposé en particulier les faiblesses du système de Dublin.

C'est pourquoi, en avril 2016, la Commission européenne a élaboré un nouveau plan visant à **réformer en profondeur l'actuel régime d'asile européen commun**. Ce plan consiste en un mécanisme de relocalisation permanente, visant à faire en sorte que tous les États membres s'entraident à l'avenir à l'occasion des crises en matière de migration, indépendamment du lieu de concentration de l'afflux. En outre, le plan prévoit des possibilités légales d'entrée dans l'Union européenne. Actuellement (automne 2017), ce plan est débattu de manière plus détaillée par les États membres et par le Parlement européen.

9. L'UNION EUROPÉENNE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS



Photographie par Diana Kosaric

Quelle est la situation ?

- 150 millions d'enfants dans le monde, âgés de 4 à 16 ans, travaillent dans des conditions désastreuses, les empêchant souvent d'aller à l'école ;
- seul un enfant travailleur sur cinq est payé, souvent trop peu ;
- les enfants travaillent principalement dans l'agriculture, mais également dans les usines, notamment dans les usines de tissage ;
- le travail des enfants est courant en Afrique, en Asie et en Amérique latine ;
- une interdiction du travail des enfants au niveau mondial entraînerait une croissance économique de 20 % (d'après l'Organisation internationale du travail).

Que fait l'Union européenne ?

Pendant la révolution industrielle, le travail des enfants était une pratique tout à fait normale en Europe. Ce n'est qu'à la fin du 19e siècle que les protestations contre le travail des enfants ont commencé à croître, et le travail des enfants a fini par disparaître de la scène européenne lorsque l'éducation est devenue obligatoire. La scolarité obligatoire générale a été introduite en Belgique en 1914. C'est assez tard en comparaison des pays voisins : la Belgique a été devancée par les Pays-Bas en 1900, la France en 1882 et l'Angleterre en 1870-1880.

Le travail des enfants est désormais interdit dans l'Union européenne (bien qu'il ait encore lieu à certains endroits).

Or, des produits fabriqués par des enfants sont toujours commercialisés dans l'Union. Il est donc possible que les vêtements que vous portez, ou que les pavés sur lesquels vous marchez, aient été fabriqués par des enfants.

Dans les années 1990, des voix, dans l'Union européenne, appelaient à l'introduction de dispositions sociales dans les règles de l'OMC. De telles dispositions auraient eu pour effet l'interdiction du travail des enfants et l'octroi de certains droits fondamentaux à tous les travailleurs. Les pays en développement ont cependant lourdement protesté contre cette idée car, selon eux, elle aurait permis aux pays plus riches de fermer leur marché à leurs produits. Cette clause sociale était une question tellement sensible qu'elle n'a jamais été incluse dans le corpus de règles de l'OMC.

Pendant ce temps, de nombreuses nouvelles tentatives ont été réalisées pour introduire une interdiction de vente des produits issus du travail des enfants, la dernière étant celle des Pays-Bas en 2007-2010. Cette tentative n'a pas recueilli un soutien suffisant de la part d'autres États membres.

10. VIE PRIVÉE EN LIGNE



Quelle est la situation ?

- en 2008, il existait 800 applications pour Android. Au début de l'année 2015, elles étaient déjà 1,5 million et elles avaient atteint les 3,5 millions en 2017 ;
- plus de 65 % des adultes dans l'Union possèdent un smartphone ;
- en 2016, 71 % de la population européenne utilisait l'internet quotidiennement. En 2006, ce nombre ne s'élevait qu'à 31 % ;
- Facebook, Google et Instagram, entre autres, vendent des photos et vidéos postées ainsi que des données à caractère personnel des utilisateurs à des entreprises.

Internet a beaucoup changé notre vie quotidienne. Nous l'utilisons de plus en plus souvent et sommes très actifs sur les médias sociaux et autres types d'applications. Cela a pourtant un inconvénient : l'internet permet non seulement aux utilisateurs privés d'accéder à leurs données à caractère personnel, mais également aux entreprises et aux gouvernements. En effet, nous, les utilisateurs de l'internet, sommes très surveillés. Notre droit à la vie privée est donc menacé.

Que fait l'Union européenne ?

Les lois européennes relatives à la vie privée qui étaient en vigueur jusqu'en mai 2018 avaient été promulguées en 1995 et n'avaient donc pas été adaptées à cette nouvelle réalité. L'Union européenne a donc élaboré un nouveau règlement relatif au traitement des données à caractère personnel dans l'Union qui protège la vie privée des citoyens. Il a été adopté en 2016 et est entré en vigueur au printemps 2018. Grâce à ces nouvelles mesures, les citoyens sont en mesure de décider eux-mêmes des informations personnelles qu'ils souhaitent partager. Ce règlement apporte également de la clarté aux entreprises en établissant une loi unique dans toute l'Union européenne.

Les nouvelles règles comprennent les aspects suivants :

- le « droit à l'oubli » : vous avez le droit de demander la suppression de vos données à caractère personnel auprès du responsable du site internet l'ayant diffusée. Ce droit peut être limité si les données sont nécessaires à des fins historiques ou scientifiques ou pour des raisons de santé publique ;

- la notion de « consentement explicite et positif » : les personnes doivent donner leur consentement explicite avant que les entreprises puissent récupérer leurs données. S'en abstenir n'équivaut plus automatiquement à consentir ;
- la « portabilité des données » : c'est-à-dire le droit de transférer vos données à un autre fournisseur de services (par exemple en gardant vos données à caractère personnel lorsque vous changez d'opérateur téléphonique, sans perdre vos numéros de téléphone ou vos messages antérieurs) ;
- en cas d'une fuite importante d'informations (comme un piratage de données), les entreprises et les organismes doivent informer l'autorité de surveillance nationale le plus tôt possible (dans les 72 heures) ;
- les politiques relatives à la vie privée doivent être formulées clairement et dans un langage compréhensible ;
- les entreprises qui violent ces règles peuvent se voir infliger une amende pouvant atteindre jusqu'à 4 % de leur chiffre d'affaires annuel total au niveau mondial.

Pour plus d'informations : www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/background/20160413BKG22980/20160413BKG22980_fr.pdf.

2. VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE : ET VOUS, QU'EN PENSEZ-VOUS ?



CARTE PERSONNELLE DES VALEURS

Valeurs	Mon avis ?	Priorité pour l'UE?
Démocratie 	Un système de gouvernement par le peuple , habituellement par l'intermédiaire de représentants élus.	OUI/NON
Liberté 	Nous sommes libres d'agir, de parler et de penser comme nous le voulons. La liberté est également le fait de ne pas être emprisonné ou asservi.	OUI/NON
Solidarité 	Nous vivons tous en interaction et sommes tous responsables les uns des autres. La solidarité est le soutien mutuel au sein d'un groupe.	OUI/NON
Égalité 	Tous les citoyens ont le même statut, sont égaux en droits (devant la loi) et disposent des mêmes chances.	OUI/NON
Justice/état de droit 	Toutes les personnes et institutions sont soumises à des lois claires et justes qui sont appliquées et mises en œuvre de manière équitable, et en sont responsables.	OUI/NON
Respect des droits de l'Homme 	Les droits de l'Homme sont des libertés et des droits fondamentaux qui appartiennent à chaque personne dans le monde. Ils doivent toujours être respectés et protégés.	OUI/NON
Tolérance/pluralisme 	Nous acceptons et respectons l'existence d' avis et de comportements différents dans la société , y compris ceux que nous n'apprécions pas et ceux auxquels nous nous opposons.	OUI/NON
Respect de la dignité humaine 	L'intégrité physique et psychologique des personnes devrait toujours être respectée.	OUI/NON

VOTRE VOIX DANS L'UNION EUROPÉENNE



- | | |
|--|--------|
| 1. Le Parlement européen : à vous de décider | - 56 - |
| Comment élisons-nous les députés au Parlement européen ? | - 56 - |
| Résultat des élections pour l'ensemble de l'Union européenne | - 58 - |
| Comment suivre les députés au Parlement européen ? | - 58 - |
| 2. Élections dans votre pays : à vous de décider ! | - 59 - |
| 3. Participez au débat | - 60 - |

1. LE PARLEMENT EUROPÉEN : À VOUS DE DÉCIDER!

Les élections directes sont l'occasion idéale de faire entendre votre voix. Les élections directes au Parlement européen sont organisées tous les cinq ans depuis 1979. Tous les citoyens de l'Union âgés de plus de 18 ans (sauf en Autriche, où les citoyens peuvent voter à partir de l'âge de 16 ans) décident de qui les représente au Parlement européen.

COMMENT ÉLISONS-NOUS LES DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN ?

Le Parlement européen est formé d'un maximum de 751 membres, également appelés députés au Parlement européen ou eurodéputés. 21 de ces députés viennent de Belgique. Le nombre de députés au Parlement européen est globalement proportionnel à la taille de la population des États membres, avec un seuil minimal de 6 sièges et un seuil maximal de 96 sièges par pays. L'Allemagne, qui a la population la plus importante (81 millions), possède 96 députés au Parlement européen. Les petits États membres tels que Chypre, l'Estonie, le Luxembourg et Malte n'ont que six députés chacun. Pour un panorama complet du nombre de députés au Parlement européen par État membre, vous pouvez consulter la page suivante : www.europarl.europa.eu/meps/fr/map.html.

Les dernières élections ont eu lieu en mai 2014. Les prochaines élections se tiendront en mai 2019. Vous pourrez vous aussi aller voter et élire vos représentants au Parlement européen.

LE SYSTÈME ÉLECTORAL BELGE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

La Belgique dispose de trois collèges électoraux pour les élections du Parlement européen : un néerlandophone, un francophone et un germanophone. Les Bruxellois choisissent au bureau de vote s'ils vont voter au collège électoral francophone ou néerlandophone. Les francophones envoient 8 députés au Parlement européen, les néerlandophones 12 et les germanophones 1.

Graphique : Résultats des élections du collège électoral francophone en Belgique pour les élections pour le Parlement européen de 2014, et la répartition des sièges qui en découle ainsi que les groupes au Parlement européen.

Parti politique	Pourcentage des voix	Nombre de sièges	Groupes au Parlement européen
cdH	11.36	1	Parti populaire européen (PPE)
PS	29.29	3	Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)
MR	27.10	3	Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE)
Ecolo	11.69	1	Les Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)
FDF	3.38	0	
PARTI POPULAIRE	5.98	0	
PTB-GO! PTB+	5.48	0	
Stand Up USE	0.33	0	
MG	0.19	0	
VEGA	0.62	0	
LA DROITE	1.59	0	
DEBOUT LES BELGES	2.98	0	

Pour une liste actuelle de tous les députés belges au Parlement européen, vous pouvez consulter la page suivante : www.europarl.europa.eu/belgium/fr/vos-députés.

RÉSULTAT DES ÉLECTIONS POUR L'ENSEMBLE DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans le graphique ci-dessous, vous pouvez prendre connaissance des votes des citoyens européens dans leur ensemble, d'après les résultats des élections de 2014 (2014-2019), convertis en nombre de sièges pour chaque groupe politique du Parlement européen.



COMMENT SUIVRE LES DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN ?

Tout ce que les députés au Parlement européen font dans l'exercice de leurs fonctions est public : leurs votes en séance plénière, leur taux de présence et d'absence et les modifications législatives qu'ils suggèrent.

VoteWatch Europe (www.votewatch.eu) est un site internet qui collecte ces données publiques et les publie pour tous les citoyens (en anglais).

2. ÉLECTIONS DANS VOTRE PAYS : À VOUS DE DÉCIDER!

Les élections nationales jouent également un rôle important dans la prise de décision au niveau de l'Union. Les ministres des États membres sont par exemple ceux qui siègent au **Conseil de l'Union européenne**. Comme vous le savez, cette institution européenne possède un pouvoir législatif, en liaison avec le Parlement européen (voir le chapitre sur les institutions européennes).

En outre, une autre institution européenne importante, **le Conseil européen**, réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres, qui sont également désignés par des élections nationales.

En Belgique, les élections nationales et régionales coïncident avec les élections européennes. Les Belges choisissent alors au même moment non seulement leurs nouveaux eurodéputés, mais aussi un nouveau parlement fédéral (Belgique) et de nouveaux parlements régionaux (régions et communautés). Après ces élections, les partis politiques comptant le plus grand nombre de voix tentent de former un gouvernement majoritaire, tant au niveau fédéral que régional.

Type d'élections	Tous les [...] ans	Résultats des élections	Chef de gouvernement	Prochaines élections (prévues) :
Elections fédérales	5	Un nouveau Parlement et Gouvernement fédéral représentant une majorité.	Premier Ministre	26 mai 2019
Elections régionales (régions et communautés)	5	5 nouveaux parlements et gouvernements au niveau des régions et communautés: - Parlement et Gouvernement de la Communauté française (la Fédération Wallonie-Bruxelles) - Parlement et Gouvernement de la Région Wallonne - Parlement et Gouvernement flamand (mêmes institutions pour la Communauté et la Région flamande) - Parlement et Gouvernement de la Communauté germanophone - Parlement et Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale	Ministre-Président	26 mai 2019

Vous pouvez trouver plus d'informations sur la structure étatique de la Belgique en consultant ce site internet : www.belgium.be/fr/la_belgique.

3. PARTICIPEZ AU DÉBAT

Entre deux élections, il existe également des moyens de vous faire entendre dans le débat européen et d'être un citoyen européen actif. Découvrez ci-dessous quelques-unes des possibilités à votre disposition.

1. L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

Les citoyens européens peuvent demander à la Commission européenne de formuler une proposition législative grâce à l'initiative citoyenne européenne. Lorsque le nombre requis de signatures est atteint, la Commission européenne est obligée d'examiner la proposition. La Commission n'est cependant pas dans l'obligation de la mener à bien si elle ne le souhaite pas.

Les conditions de l'initiative citoyenne européenne sont les suivantes :

- vous ne pouvez entreprendre une initiative citoyenne que dans **un domaine** dans lequel l'Union est habilitée à présenter une proposition législative. Cela signifie que vous ne pouvez pas demander à la Commission de présenter une proposition législative sur les matières que vous voulez étudier à l'école, car cela relève de la compétence de l'État ;
- au moins **un million de citoyens** européens doivent signer la pétition ;
- les signataires doivent être issus d'au moins **7 pays sur les 28 pays** que compte l'Union. Un **nombre minimum de signataires** doit être atteint pour chaque pays.

Pour en savoir plus sur l'initiative citoyenne européenne, consultez la page suivante : <http://ec.europa.eu/citizens-initiative>.

2. DÉBATEZ DE L'EUROPE

Débattre des questions et des thèmes européens à l'école ou avec des amis et des membres de votre famille est une manière de garder le débat européen ouvert. En outre, il existe également de nombreuses possibilités de débat en ligne. L'une d'entre elles est l'initiative « Debating Europe » (« Débattre de l'Europe ») (www.debatingeurope.eu). Sur ce site internet, vous pouvez débattre avec d'autres Européens, ou avec des dirigeants européens et/ou internationaux (en anglais et allemand).

3. CONTACTEZ DIRECTEMENT VOS REPRÉSENTANTS AU PARLEMENT EUROPÉEN

Vous pouvez aussi vous adresser directement aux députés au Parlement européen. Sur le site internet du Bureau de liaison du Parlement européen en Belgique (www.europarl.europa.eu/belgium/fr/vos-députés), vous trouverez une vue d'ensemble des députés belges au Parlement européen, leurs informations de contact et leurs sites internet.

4. PARTICIPEZ À LA RENCONTRE DES JEUNES EUROPÉENS (EYE)

Tous les deux ans, le Parlement européen organise un événement réunissant environ 8 000 jeunes européens (âgés de moins de 30 ans) pour faire entendre leur voix. En 2018, cette manifestation s'est déroulée le 1er et le 2 juin au siège du Parlement européen à Strasbourg. Au cours de cet événement, les jeunes donnent des idées pour l'avenir de l'Europe et débattent avec des décideurs européens.

Un rapport contenant les idées les plus concrètes discutées lors de la rencontre est ensuite distribué à tous les députés au Parlement européen. Des participants présentent même les idées les plus élaborées du rapport à plusieurs commissions parlementaires et obtiennent l'avis des députés.

Pour plus d'informations sur l'EYE, vous pouvez consulter la page suivante : <http://www.europarl.europa.eu/european-youth-event/fr/home/home.html> (uniquement en anglais, français et allemand).

5. SOYEZ VOLONTAIRE OU STAGIAIRE EUROPÉEN

Il existe de nombreuses possibilités pour les jeunes européens de s'engager comme volontaires ou de faire un stage dans une institution de l'Union européenne.

Par exemple, le **corps européen de solidarité** donne aux jeunes (de 18 à 30 ans) l'occasion de se porter volontaire dans leur propre pays ou dans un autre État membre de l'Union pendant une période de deux à douze mois. Ces projets aident les gens et les communautés et peuvent par exemple porter sur le climat et l'énergie. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la page suivante : https://europa.eu/youth/SOLidarity_fr.

Grâce aux **Volontaires de l'aide de l'Union européenne**, vous pouvez être volontaire à temps complet dans un projet d'aide humanitaire dans le monde pendant une période d'un à dix-huit mois. Vous pouvez également vous porter volontaire pour des projets en ligne. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la page suivante : http://ec.europa.eu/echo/what/humanitarian-aid/eu-aid-volunteers_fr.

Le **Service volontaire européen (SVE)** fait partie du programme « Jeunesse en action ». Grâce à ce programme, les jeunes âgés de 17 à 30 ans peuvent passer de deux semaines à douze mois à l'étranger en tant que volontaire du SVE. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la page suivante : https://europa.eu/youth/eu/article/46/905_fr.

Découvrez toutes les possibilités pour les jeunes en Europe sur le site du portail européen de la jeunesse : <https://europa.eu/youth>.

6. ORGANISEZ VOTRE PROPRE PROJET D'ÉCHANGE DE JEUNES AVEC ERASMUS+

Vous connaissez évidemment le programme Erasmus+ pour ses échanges d'étudiants dans l'enseignement supérieur et y participerez peut-être bientôt, mais saviez-vous que vous pouvez dès à présent organiser vos propres projets (d'échange) de jeunes avec l'aide de ce programme ? Toutes les informations à cet égard sont disponibles sur le site internet de l'agence nationale belge (FR) du programme Erasmus+ : www.lebij.be.